



Les mariages précoces et forcés: que fait la coopération au développement belge?

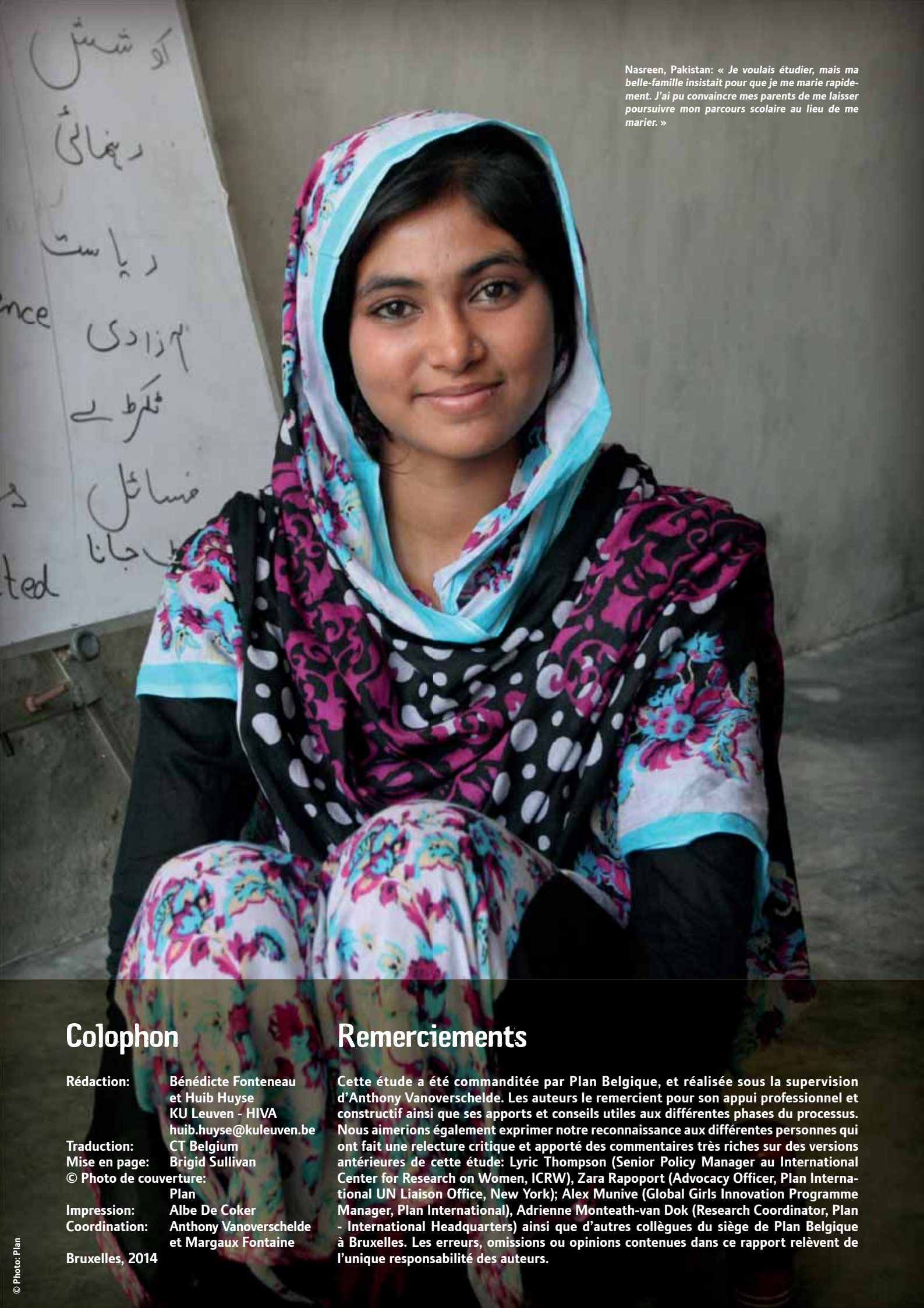
La question du mariage forcé d'enfants
dans la perspective de la coopération belge

Bénédicte Fonteneau et Huib Huyse

KU LEUVEN

HIVA

INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE TRAVAIL ET LA SOCIÉTÉ



Nasreen, Pakistan: « Je voulais étudier, mais ma belle-famille insistait pour que je me marie rapidement. J'ai pu convaincre mes parents de me laisser poursuivre mon parcours scolaire au lieu de me marier. »

Colophon

Rédaction: Bénédicte Fonteneau
et Huib Huyse
KU Leuven - HIVA
huib.huyse@kuleuven.be

Traduction: CT Belgium

Mise en page: Brigid Sullivan

© Photo de couverture: Plan

Impression: Albe De Coker

Coordination: Anthony Vanoverschelde
et Margaux Fontaine

Bruxelles, 2014

Remerciements

Cette étude a été commanditée par Plan Belgique, et réalisée sous la supervision d'Anthony Vanoverschelde. Les auteurs le remercient pour son appui professionnel et constructif ainsi que ses apports et conseils utiles aux différentes phases du processus. Nous aimerions également exprimer notre reconnaissance aux différentes personnes qui ont fait une relecture critique et apporté des commentaires très riches sur des versions antérieures de cette étude: Lyric Thompson (Senior Policy Manager au International Center for Research on Women, ICRW), Zara Rapoport (Advocacy Officer, Plan International UN Liaison Office, New York); Alex Munive (Global Girls Innovation Programme Manager, Plan International), Adrienne Monteath-van Dok (Research Coordinator, Plan - International Headquarters) ainsi que d'autres collègues du siège de Plan Belgique à Bruxelles. Les erreurs, omissions ou opinions contenues dans ce rapport relèvent de l'unique responsabilité des auteurs.

Avant- propos

Le travail politique de Plan Belgique est lié à l'éducation de base. A travers nos campagnes successives, dont la plus récente, 'Toutes à l'école !', nous plaidons depuis plusieurs années pour une remise à l'honneur de l'éducation dans l'aide au développement belge. Parce que les vœux de mariage signifient l'abandon de l'école pour des millions de jeunes filles des pays du Sud, nous avons le devoir d'alerter sur cet obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté.

Il est impérieux que le système belge de coopération au développement déploie ses atouts afin de lutter contre les mariages forcés d'enfants. En l'espace d'une génération, les bénéfices à atteindre en termes de développement sont extrêmement significatifs. Ne pas agir serait une négligence coupable.

Le mariage précoce et forcé affecte surtout les filles. Elles sont forcées car, en tant que mineures, elles ne peuvent pas choisir si, quand et avec qui elles se marieront. Les filles devraient, tout comme les garçons, pouvoir réaliser leur droit à l'enseignement, en fréquentant l'école primaire, et ensuite secondaire. Lorsqu'elles bénéficient d'un enseignement complet et de qualité, les jeunes filles courent trois fois moins de risques d'être précocement mariées et leurs chances de gagner elles-mêmes un revenu décent croissent de manière exponentielle.

A la veille d'une nouvelle législature, les ambitions et priorités politiques sont revues et rediscutées. Ce rapport a pour but de lancer un débat sur la manière dont les acteurs de la coopération belge au développement, ainsi que le corps diplomatique, peuvent et doivent agir pour lutter contre cette violation flagrante des droits de l'enfant.

Il ne s'agit pas, selon nous, seulement d'une option politique essentielle mais aussi et surtout d'un choix judicieux.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Dirk Van Maele
Directeur National
Plan Belgique

Table des matières

Liste des acronymes	4
Résumé	5
1. INTRODUCTION	9
2. COMPRENDRE LA QUESTION DU MARIAGE FORCÉ D'ENFANTS: TROIS APPROCHES	11
2.1. Le mariage forcé d'enfants: une violation des droits humains	11
2.2. Le mariage forcé d'enfants: une violence liée au genre	13
2.3. Le mariage forcé d'enfants: les normes sociales et facteurs économiques	15
2.4. Combiner les trois approches	15
3. GÉOGRAPHIE DU MARIAGE FORCÉ D'ENFANTS: QU'EN EST-IL DES PAYS PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION BELGE?	17
3.1. Aperçu au niveau mondial	17
3.2. Mariages forcés d'enfants dans les pays partenaires de la Belgique	19
3.2.1. Niger	19
3.2.2. République Démocratique du Congo	20
3.3. Le contexte avant tout	21
4. LUTTE CONTRE LE MARIAGE D'ENFANTS: FACTEURS DE SUCCÈS	23
4.1. Le « développement » entraîne-t-il la disparition automatique des mariages précoces et forcés?	23
4.2. Comment lutter contre le mariage d'enfants?	25
4.3. Défis et opportunités	28
4.3.1. Renforcer le plaidoyer au niveau local, national et régional	28
4.3.2. S'attaquer aux pratiques sociales néfastes	31
4.3.3. Élaborer des approches sectorielles exhaustives et faciliter les interactions transsectorielles	31
4.3.4. Combiner émancipation économique et politiques sociales	32
4.3.5. Adapter les approches pour les régions fragiles/en conflit	34
4.3.6. Suivi et évaluation des changements liés au mariage forcé d'enfants	34
5. AIDE BELGE ET MARIAGE FORCÉ D'ENFANTS: AU-DELÀ DU STATU QUO	37
5.1. Le mariage d'enfants s'invite à l'agenda international	37
5.2. Question inaperçue dans l'aide belge au développement	38
5.3. L'aide belge et le mariage forcé d'enfants: appeler au changement	40
5.3.1. Recommandation générale	41
5.3.2. Au niveau diplomatique	42
5.3.3. Au niveau politique	44
5.3.4. Au niveau opérationnel	46
RECOMMANDATIONS À LA COMMUNAUTÉ BELGE DU DÉVELOPPEMENT (aperçu global)	52
Bibliographie	54

Senzeni, étudiante de 18 ans, Zambie, avec sa fille de trois semaines. « Sans l'aide de la famille de mon mari, je n'aurais jamais pu reprendre mes études »

Liste des acronymes

APD	Aide Publique au Développement	DHS	Demographic and Health Surveys (Enquêtes Démographiques et Sanitaires)	OCDE-CAD	Organisation pour la Coopération et le Développement – Comité d'Aide au Développement
BRAC	Bangladeshi Rural Advancement Committee	EU	European Union	ONG	Organisation Non Gouvernementale
CEDAW	Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women	FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population	ONU	Organisation des Nations Unies
CRC	Convention on the Rights of Children (Convention des Droits de l'Enfant)	ICRW	International Center for Research on Women	PIC	Programme Indicatif de Coopération
CTB	Coopération Technique Belge (Agence belge de coopération au développement)	IMT	Institut de Médecine Tropicale	RD Congo	République Démocratique du Congo
DGD	Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire (Service Public fédéral en charge de la coopération au développement)	IPPF	International Planned Parenthood Federation	UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
		MGF	Mutilations Génitales Féminines		
		MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys		

Résumé

Le mariage précoce et forcé se définit comme une union dans laquelle l'un des deux époux (ou les deux) n'a pas 18 ans. Le terme mariage, entendu au sens large, inclut la cohabitation, les fiançailles ou l'union conjugale reconnue par la loi civile, religieuse et/ou les rites coutumiers.

Chaque minute, 27 filles de moins de 18 ans sont mariées de force dans le monde. La majorité d'entre elles vivent en Afrique sub-saharienne (Afrique de l'Ouest en particulier) et en Asie du Sud. Elles ont généralement un faible niveau d'éducation et vivent en milieu rural dans des familles très pauvres. Les chiffres et les études le démontrent: les mariages d'enfants ont des effets désastreux sur les filles et la société en général. Malgré ce constat, la communauté internationale des bailleurs de fonds reste largement muette sur cette question depuis plusieurs décennies.

Grâce aux efforts de militants et d'acteurs de la société civile, le silence commence à se briser. Au niveau international, la lutte contre les mariages d'enfants a finalement été mise à l'ordre du jour, particulièrement par les Nations Unies et des ONG internationales spécialisées.

Ce rapport entend se joindre à ces efforts en abordant la question des mariages d'enfants dans la perspective du pays donateur qu'est la Belgique, avec un double objectif:

- 1) Conscientiser la communauté belge du développement à l'ampleur du problème, avec un focus sur les pays partenaires de la Belgique;
- 2) Identifier des pistes d'action concrètes pour la Belgique, afin qu'elle aide les gouvernements et les acteurs de la société civile de ses pays partenaires à prévenir les mariages d'enfants et à en réduire les effets.

Une problématique sensible et complexe

En guise d'introduction, le rapport analyse la question du mariage forcé d'enfants selon trois angles spécifiques: les droits humains, la violence liée au genre et les normes sociales. Cette triple approche est importante car elle offre de nombreux points d'entrée pour prévenir et combattre ce problème. Elle permet également de comprendre comment différents acteurs vivent ou interprètent les mariages d'enfants et pourquoi il est si difficile de changer cette pratique.

L'analyse montre qu'une batterie d'instruments et de cadres légaux de protection des droits humains existe déjà et que ces textes sont indispensables pour lutter contre cette pratique. Mais ils ne sont pleinement efficaces que s'ils vont de pair avec d'autres interventions visant à changer durablement les normes et pratiques sociales qui sous-tendent le mariage d'enfants.

En analysant la violence liée au genre et les normes sociales, on en apprend davantage sur les raisons sous-jacentes à la persistance des mariages d'enfants. Les études montrent clairement que le changement de comportement des familles et des communautés dans ce domaine repose sur un corpus complexe de croyances et de normes (société patriarcale, inégalités entre hommes et femmes) particulièrement difficile à modifier, notamment car la perpétuation de cette pratique est renforcée par les conditions sociales et économiques des familles. Pour lutter contre le mariage forcé d'enfants, il faut obligatoirement considérer l'ensemble de ces paramètres.

Géographie des mariages forcés d'enfants

Le mariage forcé d'enfants est un phénomène mondial. Les statistiques les plus récentes estiment que 27 filles de moins de 18 ans sont mariées chaque minute – 1 sur 9 a moins de 15 ans. La prévalence moyenne la plus élevée de mariages d'enfants (plus de 30%) est atteinte dans les pays d'Afrique de l'Ouest et sub-saharienne. Près de 50% des filles affectées par les mariages d'enfants vivent en Asie du Sud.

7 des 18 pays partenaires de la Belgique ont une prévalence de mariages d'enfants supérieure à 30%: le Niger (75%), le Mali (55%), le Mozambique (52%), Ouganda (46%), RD Congo (39%), la Tanzanie (37%) et le Bénin (34%). Le rapport observe un peu plus en détails deux pays partenaires de la Belgique:

- le Niger, qui a le taux le plus élevé de mariages précoces au monde,
- la RD Congo parce que c'est le pays partenaire qui reçoit – et de loin – le plus gros financement de la coopération belge.

Ces deux cas permettent d'illustrer combien il est primordial de comprendre les dynamiques qui se cachent derrière les statistiques de chaque pays afin d'adopter des stratégies adaptées pour combattre les mariages d'enfants.

« Chaque année, 70.000 adolescentes meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. »

(FNUAP, 2012)

Haoua, 13 ans, Niger: « J'ai été forcée de me marier à l'âge de 9 ans. Lorsque j'ai eu 11 ans, j'ai du emménager avec mon mari. Il voulait avoir des relations que je n'avais pas envie d'avoir. Grâce à la médiation de Plan, nos familles ont accepté d'annuler le mariage. Aujourd'hui j'ai repris l'école et j'en suis ravie. »



© Photo: Lisa Develtere

› Facteurs de succès basés sur l'expérience

Étant donné l'ampleur et l'impact dramatique des mariages d'enfants sur l'existence des filles, il est surprenant de constater que très peu d'interventions s'y consacrent spécifiquement. La plupart des programmes y travaillent par le biais de l'éducation, du genre ou de la santé reproductive. Toutefois leurs approches sont souvent trop peu différenciées, ce qui s'explique partiellement par un manque d'expérience, de ressources humaines et financières et surtout de connaissances spécifiques sur la thématique dans chaque contexte d'intervention.

En intégrant les leçons apprises d'interventions menées en Afrique et en Asie en particulier, ce rapport identifie des modèles d'action

pour les organismes de coopération au développement. Si la réalisation d'un changement social dans le domaine du mariage d'enfants est complexe, la communauté internationale ne doit pas pour autant s'abstenir d'intervenir. Le rapport reprend les facteurs de succès majeurs mais aussi les défis à relever:

- Renforcer le plaidoyer auprès des instances décisionnelles locales, nationales et régionales en soutenant les partenariats d'acteurs stratégiques influents.
- Intégrer la lutte contre les pratiques sociales néfastes à des actions qui visent, à plus court terme, d'autres facteurs structurels ou socio-économiques du mariage forcé d'enfants (éducation, santé, pauvreté).
- Développer des approches sectorielles globales (impliquant différents niveaux d'inter-

vention dans un même secteur) et faciliter les actions intersectorielles.

- Combiner des mesures d'émancipation économiques des filles, des familles et des communautés avec un appui à des politiques économiques et sociales à même de réduire les facteurs de discrimination, d'inégalité et de vulnérabilité qui sous-tendent le mariage forcé d'enfants.
- Adapter les stratégies d'intervention aux régions fragiles et en conflit en combinant la lutte contre le mariage forcé d'enfants aux efforts accomplis contre la violence liée au genre en situation de conflits.
- Adopter des approches innovantes pour suivre et évaluer les initiatives contre les mariages d'enfants, particulièrement en termes de changements de comportements et de normes sociales.

Aide belge et mariages forcés d'enfants: recommandations

La communauté internationale des bailleurs de fonds répond de manière croissante, mais toujours hésitante, à cette crise. La question du mariage forcé d'enfants gagne toutefois progressivement en importance dans les traités, conventions, déclarations, résolutions et rapports des Nations Unies. Jusqu'ici, la problématique des mariages d'enfants n'est abordée que dans une mesure limitée par les agences belges de développement. Ce rapport identifie un certain nombre d'obstacles structurels mais aussi des opportunités pour un engagement plus ferme sur cette question au sein du système belge.

1. Renforcer les connaissances sur la question des mariages d'enfants

La coopération belge au développement opère dans des pays où la prévalence des mariages d'enfants est élevée. Or la communauté belge du développement et d'autres parties prenantes (acteurs bilatéraux directs, ONG...) ne disposent pas de beaucoup d'informations sur cette problématique. Le renforcement des connaissances de base pourrait passer par un ensemble d'activités originales de sensibilisation et des formations pour les praticiens et décideurs politiques actives dans les domaines directement liés aux mariages d'enfants, en première instance la santé, l'agriculture et l'éducation.

2. Intégrer le mariage forcé d'enfants aux discussions à haut niveau sur les Programmes Indicatifs de Coopération (PIC)

Les mariages d'enfants ne font pas partie des priorités politiques des programmes en cours dans les 7 pays partenaires de la Belgique présentant une prévalence élevée. Toutefois, plusieurs documents (existants et imminents) des Nations Unies peuvent fournir un cadre utile aux discussions bilatérales entre la Belgique et ses pays partenaires. De plus, les positions publiques prises par des pays partenaires contre les mariages d'enfants (le Niger par exemple) pourraient être le point de départ d'un dialogue visant à intégrer cette dimension aux négociations des Programmes Indicatifs de Coopération.

3. Mettre la lutte contre les mariages forcés d'enfants à l'Agenda post-2015

Les discussions actuelles autour de l'Agenda post-2015 sont une belle opportunité de traduire le nouvel élan autour des mariages

d'enfants en un agenda de développement commun. La Belgique peut jouer un rôle fondamental dans l'atteinte de cet objectif, et contribuer à garantir un financement durable pour le développement.

4. Revivifier les stratégies belges sur le genre par le cas du mariage forcé d'enfants

La Belgique a lancé un éventail de politiques et de stratégies sur l'intégration du genre ces dernières années, mais ces efforts n'ont pas permis de contribuer pleinement et substantiellement à l'égalité entre les hommes et les femmes. Apparemment en cause: un manque d'expertise pratique. Grâce à des investissements ciblés, la Belgique pourrait acquérir cette expertise, développer et documenter une série d'études de cas à visée pédagogique et initier des recherches pour étudier certains aspects spécifiques des mariages d'enfants. Cela permettrait d'explorer les opportunités manquées dans les programmes neufs et existants et de créer un nouvel élan pour le travail lié au genre dans la coopération belge.

5. Faire du mariage forcé d'enfants une préoccupation transversale dans certains pays partenaires de la Belgique

En dehors du genre, plusieurs priorités politiques de la coopération belge au développement (à savoir les droits de l'enfant, la protection sociale et le travail décent) offrent des pistes d'intervention pertinentes par rapport aux mariages d'enfants dans ses pays partenaires, particulièrement dans une perspective préventive. Il serait par ailleurs approprié d'aborder le problème dans les prochaines 'analyses contextuelles communes' pour les organisations non gouvernementales travaillant dans les pays du Sud.

6. Élaborer des programmes de lutte contre le mariage forcé d'enfants

Dans la lutte contre le mariage forcé d'enfants, il est possible d'opter pour des approches directes (visant explicitement les mariages d'enfants) ou indirectes (par exemple à travers l'éducation, l'appui aux activités économiques ou les soins de santé). Dans les deux cas, les logiques d'interventions ou théories de changement doivent, pour être effectives, démontrer explicitement comment elles contribuent à lutter contre les mariages d'enfants.

7. Poser les fondations d'une véritable approche multi-secteurs et multi-acteurs

Certains des modes d'intervention les plus prometteurs contre les mariages d'enfants

sont à l'intersection de différents secteurs (ex: santé et éducation, éducation et emploi). La Belgique pourrait faciliter l'échange entre experts de ces secteurs et piloter certaines interventions afin d'étendre graduellement les connaissances. En outre, ce domaine présente des possibilités élevées de synergies entre différents acteurs et modalités de la coopération internationale, ce qui permet des collaborations efficaces entre acteurs locaux et belges.

8. Utiliser les connaissances les plus pointues sur les normes sociales pour réaliser un changement durable

Changer les normes et les comportements sociaux en matière de mariage d'enfants est une tâche complexe car elle dépend de comportements individuels, de connaissances communes et de la combinaison de ces deux dynamiques. Seule une connaissance approfondie de ces aspects permettra de concevoir et mettre en œuvre des approches efficaces pour contribuer à modifier ces pratiques sociales néfastes.

9. Répondre à la problématique des mariages forcés d'enfants en RD Congo

Tout d'abord, il faut améliorer les connaissances – très lacunaires – sur le mariage d'enfants en RD Congo (données de base, facteurs sous-jacents, tendances, solutions envisageables). Ensuite, il y a lieu de développer des réponses adéquates, qui tiennent compte de la fragilité du pays à différents niveaux, entre autre sa relation complexe avec les pays limitrophes. En tant que bailleur de fonds majeur de la RD Congo dans des domaines aussi pertinents que l'éducation, l'agriculture et la santé, la Belgique pourrait envisager un lobbying en faveur d'une approche plus proactive pour mettre un terme aux mariages d'enfants en RD Congo.

10. Introduire la question des mariages forcés d'enfants dans le partenariat avec le Niger

Dans un pays comme le Niger où trois filles sur quatre sont mariées avant 18 ans, il est urgent de contrer cette pratique néfaste. La Belgique pourrait jouer plusieurs rôles dans ce domaine:

- a) contribuer à combler le manque flagrant de connaissances sur les mariages d'enfants au Niger;
- b) renforcer les efforts de plaidoyer et les stratégies des acteurs de la société civile;
- c) explorer l'intégration d'actions contre les mariages d'enfants dans les secteurs d'intervention belges actuels et dans le soutien apporté aux institutions et ministères nigériens.



Afroza, 17 ans, Bangladesh, a donné naissance à des jumeaux. L'accouchement a été difficile et très douloureux. Cette jeune mère doit beaucoup se battre et a du mal à nourrir ses enfants au sein. « J'ai l'impression de ne pas être une bonne mère. Je n'ai pas assez à donner à mes enfants. »

1. Introduction

Le mariage précoce et forcé (ou mariage forcé d'enfants) se définit comme une union dans laquelle l'un des deux époux (ou les deux) n'a pas atteint l'âge de 18 ans. Le terme mariage, entendu au sens large, inclut la cohabitation, les fiançailles ou l'union conjugale reconnue par la loi civile, religieuse et/ou les rites coutumiers (voir encadré 1).

Dans le monde, près d'une jeune fille sur trois est forcée de se marier avant ses 18 ans. Selon le FNUAP (2012), si rien ne change, entre 2011 et 2020, 142 millions de mineures seront mariées. Pour la décennie suivante (2021-2030) ce chiffre est porté à 151 millions, soit encore un million de plus chaque année. Ce phénomène constitue une violation des droits humains fondamentaux. C'est aussi une forme de violence et de discrimination basée sur le genre. La violence engendrée par un mariage précoce ne se limite pas aux effets psychologiques liés au fait de ne pas être autorisée à décider si l'on veut se marier, quand et avec qui. Cela implique souvent pour la jeune fille d'être forcée de se marier avec une personne plus âgée (Jensen & Thornton, 2003) et de devoir vivre et accomplir toutes les tâches considérées comme celles d'une épouse, tout en étant toujours enfant ou adolescente. Une fille mariée durant l'enfance ou l'adolescence sera également exposée à des risques médicaux majeurs car elle sera contrainte à des rapports sexuels en étant trop jeune. Cela conduira à des grossesses non désirées, souvent multiples et à des accouchements alors que son corps n'y est physiquement pas préparé. Pour ces jeunes filles, le mariage entraîne également la perte de leur droit à l'éducation, à l'émancipation ainsi qu'à mener une vie saine et équilibrée.

Depuis plusieurs décennies, la communauté internationale des bailleurs de fonds est restée largement muette sur la question des mariages précoces et forcés, en dépit de connaissances croissantes mises en avant par des chercheurs, des associations féministes et de protection de l'enfant sur les effets désastreux de cette pratique sur les filles et la société en général. Jusqu'à un certain point, ce long silence reflète à la fois le tabou sur les mariages d'enfants

qui existe dans de nombreux pays touchés et l'hésitation ou les difficultés ressenties par la communauté internationale à se confronter à cette question sensible et complexe. En effet, la question est sensible parce qu'elle a souvent été considérée comme strictement familiale, intégrée dans des normes sociales et rarement débattue en public, hors de la communauté. Le mariage d'enfants est aussi une question complexe, façonnée par de nombreux facteurs sociaux et économiques, sur lesquels il n'est pas aisé d'agir à moins d'adopter une approche systématique à tous niveaux.

Toutefois, le silence se rompt peu à peu grâce aux efforts des activistes et de la société civile partout dans le monde. Au niveau international, le mariage d'enfants a finalement été mis à l'agenda, particulièrement par des organes des Nations Unies et des ONG internationales spécialisées. Plusieurs agences de développement et gouvernements de pays bailleurs de fonds ont pris position pour condamner ce phénomène et ont annoncé des plans d'action visant à explorer comment ce problème pourrait être plus explicitement reconnu et pris en charge.

Sur les 18 pays partenaires de la Belgique¹, 7 sont hautement touchés par le mariage d'enfants (Niger, Mali, Mozambique, Ouganda, RD Congo, Tanzanie et Bénin). De ceux-ci, le Niger est le pays où le taux de mariage d'enfants est le plus élevé au monde: 75% des jeunes filles nigériennes sont mariées avant l'âge de 18 ans et 36%, avant 15 ans. Hélas, au-delà de ces statistiques de base, le phénomène n'est que faiblement documenté et occupe une place peu prioritaire dans l'agenda de la communauté internationale des bailleurs de fonds, Belgique comprise. En RD Congo, au niveau national, il touche presque

une fille sur quatre, une sur deux dans les provinces du Katanga, du Kasaï oriental ou de l'Équateur. Malgré la grande attention que la communauté internationale accorde à la violence liée au genre en RD Congo, la question particulière du mariage d'enfants est à peine discutée, ne semble pas intéresser les pays bailleurs de fonds et faire encore moins l'objet d'interventions. Comment élaborer des pistes qui contribueront à éliminer cette pratique néfaste dans des pays comme la RD Congo?

Le présent rapport propose de placer la question du mariage d'enfants dans une perspective belge avec un double objectif. Il s'agit premièrement de conscientiser davantage la communauté belge du développement à la gravité de la question, y compris dans des pays partenaires de la Belgique. Deuxièmement, tout en prenant en compte la complexité de la question, ce rapport vise à identifier les voies par lesquelles la Belgique pourrait soutenir les gouvernements et les acteurs de la société civile à réduire les effets négatifs du mariage d'enfants à court et moyen terme et à les éliminer à long terme.

Ce rapport est scindé en 5 chapitres. Le chapitre suivant introduit la question du mariage d'enfants au travers de trois approches: les droits humains, les normes sociales spécifiques qui sous-tendent la question et la violence liée au genre. Le chapitre trois donne un aperçu géographique du phénomène, avec une attention particulière accordée aux pays partenaires de la Belgique et avec le Niger et la RD Congo comme études de cas. Le quatrième chapitre analyse plus en détails les leçons tirées d'interventions portant sur les mariages d'enfants. Enfin, le rapport explore la question dans la perspective de la Belgique en tant que pays donateur et suggère différentes options politiques quant au rôle plus significatif que la Belgique pourrait jouer, compte tenu des priorités définies pour le développement et de l'expertise des acteurs belges.

¹ En juin 2014, les 18 pays partenaires de la Belgique étaient: Algérie, Bénin, Bolivie, Burundi, RD Congo, Équateur, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Territoire palestinien, Pérou, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Vietnam. Les pays partenaires sont choisis sur des critères liés à leur degré de pauvreté, aux aspects de bonne gouvernance et au potentiel de la Belgique à leur procurer une aide pertinente (http://diplomatie.belgium.be/en/policy/development_cooperation/countries/partner_countries/).



Plan a découvert Mariama, 13 ans, Niger, quatre jours avant son mariage avec un homme plus âgé. Plan a négocié avec les autorités locales pour faire annuler le mariage et Mariama est aujourd'hui de retour sur les bancs de l'école.

2. Comprendre la question du mariage forcé d'enfants: trois approches

En guise d'introduction, nous proposons d'aborder la question du mariage d'enfants au travers de trois approches: premièrement la législation et les droits humains, deuxièmement la violence liée au genre et troisièmement les normes sociales.

Il est important d'envisager le mariage d'enfants sous ces différentes approches parce qu'elles constituent autant de points d'entrée pour prévenir et combattre ce problème. Une analyse multifactorielle est également nécessaire pour comprendre de manière approfondie comment à différents niveaux, différents acteurs expérimentent ou interprètent le mariage et pourquoi il est si difficile d'abandonner cette pratique.

La perspective légale décrit le cadre international qui interdit le mariage forcé d'enfants. La perspective de la violence liée au genre met en évidence les conséquences des mariages d'enfants, tandis que la perspective des normes sociales met en exergue les causes du phénomène et les mécanismes de sa perpétuation.

2.1. Le mariage forcé d'enfants: une violation des droits humains

Divers conventions et traités internationaux et régionaux contiennent des clauses liées au mariage forcé d'enfants, notamment les traités et conventions qui traitent des droits humains et économiques, des droits sociaux et culturels, d'abolition de l'esclavage ou des pratiques analogues à l'esclavage et de discrimination contre les femmes. Ces instruments liés au droit et aux droits humains fournissent un cadre clair des conditions auxquelles un mariage est acceptable. Ils renvoient à l'âge des époux au moment du mariage et aux exigences de libre et plein consentement des deux époux. Alors que ces instruments et cadres sont en développement constant,

plusieurs rapports ont identifié des lacunes substantielles dans leur implémentation.

En 1948 déjà, la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** mentionnait que le mariage ne pouvait avoir lieu qu'avec le libre et plein consentement des époux à partir de l'âge nubile, mais sans déterminer d'âge minimum. La **Convention de 1962 sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages** indiquait que les Etats parties devaient prendre des mesures législatives pour spécifier un âge minimum pour le mariage (art. 2), mais la convention ne définit pas ce qu'est l'âge « nubile ». En 1989, la **Convention sur les Droits de l'Enfant** est allée un pas plus loin en déclarant que tout être humain n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans est considéré comme un enfant. Cette convention ne mentionne pas explicitement

Encadré 1: Mariage d'enfants: définition et questions terminologiques

Le mariage précoce et forcé (ou mariage forcé d'enfants) se définit comme une union dans laquelle l'un des deux époux (ou les deux) n'a pas atteint l'âge de 18 ans. Le terme mariage, entendu au sens large, inclut la cohabitation, les fiançailles ou l'union conjugale reconnue par la loi civile, religieuse et/ou les rites coutumiers. Quels que soient les rites, ce type de fiançailles est compris comme liant les époux concernés, leurs familles et la communauté au sens large, qu'il soit ou non acté par la loi (Turner, 2013).

Il existe des discussions quant aux termes à utiliser pour décrire la question des personnes (des filles dans leur grande majorité) mariées avant 18 ans. Le terme mariage d'enfants est le choix le plus évident si l'on s'en réfère à la législation internationale qui définit un enfant comme une personne de moins de 18 ans. Toutefois, ce terme peut entraîner une certaine confusion en fonction de la définition contextuelle que la loi (comme aux États-Unis où certains États ont une définition différente) ou la coutume donne de l'enfance (par ex. les filles étant considérées adultes à la date de leurs première menstruation). Pour cette raison, de nombreuses associations préfèrent parler de mariage précoce et forcé (early and forced marriage). Cette qualification souligne le caractère inapproprié ou illégal du mariage en référence au développement personnel et biologique, d'une part, et à la loi, d'autre part. Le caractère forcé d'un mariage ne se limite pas au mariage d'enfants mais il souligne qu'aucun consentement plein et informé ne peut être attendu de personnes qui n'ont pas la maturité pour ce faire et qui, par conséquent, éprouvent une détresse émotionnelle et/ou physique.

La Résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies adoptée en septembre 2013 sur cette question recourt à la notion exhaustive de « mariage précoce et forcé des enfants » (child, early and forced marriage). Pour des raisons de lisibilité, nous avons choisi de recourir majoritairement dans ce rapport à la formulation « mariage forcé d'enfants ». Elle présente l'avantage de mettre en évidence l'aspect « enfant » (en tant que personne de moins de 18 ans) et la qualification de « forcée » de toute union impliquant une personne de moins de 18 ans.



Plan Bangladesh aide les organisations de défense des enfants qui collaborent avec les autorités locales, les organisations locales et d'autres acteurs des communautés pour éradiquer les mariages d'enfants.

ment le mariage des enfants mais le Comité des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant, mandaté pour surveiller la mise en œuvre de la convention, a déclaré que l'« âge minimum du mariage devrait être de 18 ans pour l'homme et la femme » et que « les fiançailles et les mariages d'enfants n'auront pas d'effets juridiques, et toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, seront prises afin de fixer un âge minimal pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel ».²

À ce jour, 193 pays ont ratifié la convention, à l'exception notable de la Somalie et des États-Unis d'Amérique. Plusieurs traités régionaux font eux aussi référence à l'âge du mariage. Par exemple, l'article 6 du **Protocole des Droits de la Femme en Afrique** (2003) à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (connu sous le nom de Protocole de Maputo), affirme sans ambiguïté que « l'âge minimum de mariage pour la fille est de 18 ans ». Dans son article (21), qui vise les pratiques culturelles et sociales néfastes, la Charte africaine des droits de l'enfant (1989) stipule que les mariages d'enfants et la promesse en mariage de jeunes filles et garçons sont interdits. Des mesures effectives, y compris des lois, sont prises pour

spécifier que l'âge minimal requis pour le mariage est de 18 ans et pour rendre obligatoire l'enregistrement de tous les mariages dans un registre officiel (art 21; al. 2).

Le libre et plein consentement des deux époux est mentionné dans presque tous les traités internationaux ou régionaux relatifs aux questions de mariage. Conformément à la Convention des Nations Unies de 1962³, aucun mariage ne pourra être contracté légalement en l'absence du libre et plein consentement des deux parties, consentement exprimé en personne en présence de l'autorité compétente pour célébrer le mariage et de témoins, après publication des baux. La **Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**⁴ est la plus claire et la plus ferme dans sa formulation: « Les fiançailles et les mariages d'enfants n'auront pas d'effets juridiques, et toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, seront prises afin de fixer un âge minimal pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel ». La convention stipule explicitement que la femme a « le même droit (que l'homme) de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre

et plein consentement ». Toutefois, de nombreux pays accordent des exceptions liées à un consentement parental ou coutumier. Comme nous le verrons au chapitre suivant, la notion de consentement est problématique.

Les pays ont l'obligation d'incorporer les engagements de la convention dans leurs législations nationales. Toutefois, plusieurs études montrent (avec des exceptions notables), que ce n'est souvent pas le cas. Le mariage forcé d'enfants est rarement perçu comme une priorité par les décideurs politiques au niveau national et la mise en application de ces lois implique des coûts et des efforts. Par exemple, des ressources sont nécessaires pour former et mieux sensibiliser les fonctionnaires et les autorités concernées et pour mettre en place des systèmes d'évaluation. En outre, la mise en application des lois relatives au mariage forcé d'enfants est particulièrement complexe dans des pays comme le Niger, la RD Congo ou le Bangladesh, qui ont établi des régimes de mariage pluriels (coutumier, religieux, officiel), mais qui n'enregistrent pas systématiquement les différents types de mariages. Tandis que certains pays progressent en termes de respect du cadre international des droits de l'homme sur le mariage forcé d'enfants, il existe dans d'autres pays un danger de retour en arrière sur les progrès antérieurs. Le débat actuel en Irak⁵ sur une nouvelle loi proposant d'autoriser le mariage des filles à partir de 9 ans montre que les progrès en matière de cadre légal au niveau national ne doivent pas être considérés comme acquis. La situation semble dynamique, avec différentes forces essayant de modifier le statu quo, même s'il n'existe pas de large

2 Recommandation Générale du Comité Recommandation Générale n° 21 (13e session, 1994 sur l'égalité dans le mariage et les rapports familiaux)

3 Convention des Nations unies sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, 1962

4 La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été ratifiée par 187 pays (non-signataires: Iran, Palau, Somalie, Soudan, Tonga et États-Unis) (Equality Now, 2014)

5 Au moment d'écrire ces lignes, le résultat final de la nouvelle proposition de loi irakienne n'est pas connu, mais plusieurs observateurs concluent qu'elle a peu de chances de passer, mais devrait plutôt être interprétée comme un « coup d'éclat politique » organisé par certains partis politiques pour imposer ce qu'ils présentent comme des principes « religieux » fondateurs de la nouvelle législation (Salman, 2014)

soutien dans le grand public ou de groupes d'influence en faveur d'une forte régulation en matière de mariage précoce.

2.2. Le mariage forcé d'enfants: une violence liée au genre

La **Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes** définit la violence liée au genre comme « tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. » D'un point de vue quantitatif, le mariage des enfants affecte les filles de manière disproportionnée par rapport aux garçons. Le réseau « Girls Not Brides » note que la proportion de jeunes femmes âgées de 15 à 18 ans qui ont été fiancées en 2003 à de jeunes hommes de 15 à 18 ans (et mariées la même année) était de 72 pour 1 au Mali et de 6 pour 1 au Salvador...

Comme évoqué plus haut, les filles mariées sont confrontées à de nombreuses formes de violence physique et psychologique. Un mariage à un jeune âge entraîne des niveaux élevés de risque en matière de grossesse et de relations sexuelles: avortement à risque, mortali-

té en couches, fistule obstétricale⁶, maladies sexuellement transmissibles, VIH, etc. En 2013, le Rapport sur la population mondiale de le FNUAP soulignait le niveau critique et l'impact des grossesses d'adolescentes dans les pays en développement: chaque année, près de 20.000 jeunes filles accoucheraient, quelque 70.000 adolescentes décèderaient des complications de leur grossesse ou de leur accouchement et 3,2 millions d'avortements à risque seraient pratiqués. La grossesse précoce est en effet la première cause de mortalité chez les filles entre 15 et 19 ans (FNUAP 2014). Les « épouses-enfants » risquent davantage de contracter le VIH parce qu'elles sont souvent mariées à des hommes plus âgés, sexuellement actifs depuis plus longtemps. Les mêmes statistiques révèlent qu'en Afrique sub-saharienne, les filles de 15 à 19 ans ont 2 à 6 fois plus de risques de contracter le VIH que les garçons du même âge. Les mariages précoces ont également un impact direct sur les naissances prématurées. Dans un pays comme le Niger, où 3 filles sur 4 sont mariées avant 18 ans, le taux de mortalité néonatale est deux fois plus élevé que la moyenne chez les enfants dont la mère a moins de 20 ans (INS-Niger & UNICEF, 2014). En outre, des recherches menées par l'ICRW ont mis en lumière le lien entre le mariage d'enfants et la violence domestique dans de nombreux pays (Inde, Pérou, Kenya). Les filles qui se marient avant 18 ans ont plus de risques d'être victimes de violence domestique que celles qui se marient plus tard. En outre, par rapport à d'autres femmes

plus âgées, ces jeunes adolescentes mariées ont tendance à estimer « justifié » qu'un homme batte sa femme (ICRW, 2007).

Le mariage forcé d'enfants peut également souvent être associé à l'esclavage des filles en raison des conditions du mariage: rapt de filles pour servir d'épouses en situations de conflit comme de paix, absence de consentement (libre, plein et informé), impossibilité de sortir du mariage ou d'y mettre fin, transactions financières ou paiement en nature et trafic d'enfants (Turner, 2013, p. 20). Elles n'ont souvent peu, voire pas, de contrôle sur leur corps que ce soit en ce qui concerne les relations sexuelles, les grossesses ou la possibilité de quitter le domicile. Comme l'indique le Rapport du rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage (2012), le mariage d'enfants peut être considéré comme un mariage servile au sein duquel les filles sont soumises à la servitude domestique et à l'esclavage sexuel.

Le mariage forcé d'enfants se traduit également par de la violence psychologique. L'absence de plein consentement au mariage ou aux relations sexuelles avec une personne de leur choix constitue une forme évidente de violence psychologique pour les jeunes filles: « soumises un jour à l'autorité de leurs parents, elles se retrouvent le lendemain soumises à celle de leur partenaire ou de leur mari, ce qui perpétue le cycle d'inégalité, de dépendance et d'impuissance des femmes » (FNUAP, 2013, p. 24). Par conséquent, l'adolescence – le fait de se trouver dans une phase critique de transition et de développement – n'est souvent pas reconnue dans les pays à forte prévalence comme une période spécifique exigeant protection et guidance spécifique.


6 L'OMS définit la fistule obstétricale comme « une brèche de la filière pelvi-génitale » liée à un « travail difficile lors de l'accouchement ». Les femmes qui présentent une fistule obstétricale souffrent d'une incontinence permanente qui entraîne souvent des infections cutanées, des troubles rénaux et, en l'absence de traitement, le décès - http://www.who.int/features/factfiles/obstetric_fistula/facts/en/index1.html

Encadré 2: L'éducation: facteur déterminant dans le report de l'âge du mariage des filles

Éducation et mariage forcé d'enfants sont deux thématiques largement interconnectées. Au niveau mondial, les mariages d'enfants sont plus fréquents dans les régions où une grande part des filles ne va pas à l'école. Au niveau national, les filles sans éducation ou peu éduquées représentent une grande majorité des filles mariées avant 18 ans (FNUAP, 2013): 63% des filles mariées de moins de 18 ans sont sans éducation. Les estimations montrent que chaque année le mariage avant l'âge adulte réduit de 5,6% l'alphabétisation des filles (UNGEI, 2012). Le mariage et la grossesse ont été identifiés comme faisant partie des principaux facteurs qui forcent les filles à quitter l'école: les recherches que Plan a effectuées en 2012 en Afrique de l'Ouest ont montré que 33% des enfants sénégalais et 25% des enfants maliens ont identifié le mariage comme étant la principale raison pour laquelle les filles abandonnent l'école (Plan Waro, 2012).

Le mariage forcé d'enfants signifie ainsi souvent la fin de l'éducation des filles. Ceci limite leurs possibilités d'émancipation et de développement d'un réseau social, ainsi que leurs opportunités économiques. Le fait que les jeunes filles mariées abandonnent l'école s'explique par le fait qu'elles sont perçues comme ayant revêtu leurs fonctions de mère, d'épouse et de soignante. Pour cela, les envoyer à l'école n'est alors plus ressenti comme un investissement pour le futur mais plutôt comme un surcoût inutile. Les jeunes filles mariées ou enceintes sont aussi souvent tenues à l'écart de l'école en raison de lois qui les empêchent de continuer à la fréquenter, des stéréotypes à leur égard et de la peur que leur présence en perturbe le fonctionnement normal.

Pourtant l'éducation joue un rôle déterminant dans l'élimination des mariages d'enfants. Comme Davies et al. (2012, p. 32) le relèvent: « Les femmes plus éduquées se marient généralement plus tard et ont moins d'enfants durant leur adolescence, particulièrement si elles atteignent l'enseignement secondaire. L'éducation aide également les filles à être plus autonomes dans le choix d'un partenaire et à librement prendre des décisions informées en matière de sexualité et de fertilité ».

A close-up photograph of a young woman with dark skin and short hair, looking directly at the camera with a serious expression. She is wearing a light blue sleeveless top. She is holding a sleeping baby wrapped in a yellow knitted blanket. The baby is also wearing a yellow knitted hat. The background is blurred, showing what appears to be a wooden structure.

Senzeni s'est mariée très jeune et est rapidement tombée enceinte. « Ici, en Zambie, les filles ne savent quasiment rien de la contraception. Nous voulons être informées. »

Mariage d'enfants au Sud Kivu

Dans son rapport (Turner, 2013) sur le mariage forcé au Congo, l'ONG Free the Slaves prend en exemple la tête de file d'une organisation de défense des droits des femmes de la région de Fizi dans la province du Sud Kivu. Elle travaille avec les communautés à prévenir la violence sexuelle à l'encontre des jeunes filles.

Cette militante des droits de la femme explique comment la coutume traditionnelle domine la vie dans la région de Fizi, en dépit d'une loi de 2006 qui criminalise le mariage d'enfants. Elle souligne l'importance de conscientiser davantage la communauté villageoise, en indiquant surtout en quoi le mariage précoce nuit à l'enfant.

Les mariages précoces tendent à être plus fréquents dans les familles financièrement désespérées. En raison de la pauvreté, un père pourrait céder sa fille simplement pour avoir une bouche en moins à nourrir.

Source : Turner, 2013

2.3. Le mariage forcé d'enfants, pratique encastree dans des normes sociales et renforcee par des facteurs économiques

Les deux approches précédentes ont mis en lumière l'impact négatif du mariage d'enfants, que ce soit comme violation des droits humains ou comme acte de violence liée au genre. Toutefois, ce n'est pas nécessairement ainsi que cette pratique est perçue par les individus et les communautés qui la perpétuent. En Afrique de l'Ouest par exemple, Walker (2013) relève la résistance d'adultes à considérer le mariage précoce comme un problème. Pour eux, cette pratique est une norme sociale qu'ils ont toujours connue comme valorisée dans leurs environnements. Dans ce contexte, les normes sociales sont à comprendre comme les « modèles comportementaux motivés par un désir de se conformer aux attentes sociales partagées par un important groupe de référence » (Heise, 2013; cité par Marcus, 2013, p. 5). Le groupe de référence peut être constitué par un ensemble épars d'individus partageant des caractéristiques communes (ethnicité, religion). Ces normes relatives au mariage précoce sont particulièrement résistantes au changement parce que profondément enracinées dans la domination patriarcale et masculine, ce qui explique également pourquoi les victimes sont essentiellement des filles. Dans le même ordre d'idées, donner une jeune fille en mariage est une manière de lui apprendre ce qui est considéré comme un comportement approprié et de la forcer à adopter des attitudes de soin et de service vis-à-vis des hommes (UNICEF, 2001).

Les membres de la communauté ont tendance à respecter ces normes sociales pour deux raisons principales. Tout d'abord, ils veulent éviter les sanctions associées au report d'un mariage (désapprobation sociale, exclusions effectives des groupes, sanctions économiques). Ensuite, ils s'attendent à être récompensés pour leur respect des normes économiques et sociales (Marcus, 2014). En outre, ils ne perçoivent pas toujours le respect de la norme comme une décision qu'ils prennent, mais comme une règle naturelle ou religieuse qui ne souffre pas contradiction. Souvent, de tels processus sont renforcés par le tabou existant qui interdit que l'on parle explicitement de questions de sexualité et d'intimité. Dans de nombreux cas, les jeunes

filles s'abstiendront de poser des questions ou d'exprimer leurs peurs ou leurs doutes quant à cette norme. Et si elles le font, il se peut qu'elles ne soient pas écoutées, parce que peu de personnes se sentiront en position de répondre à leurs questions et à leurs inquiétudes. Dans d'autres cas, les jeunes filles essaient de fuir la maison pour éviter le mariage, s'exposant ainsi à de grands risques d'abus.

Dans de nombreuses sociétés, le mariage d'une jeune fille est envisagé comme une mesure positive de protection de cette dernière et de sa famille. Il est censé prévenir les relations sexuelles et les grossesses hors mariage et éviter le déshonneur qui leur est lié. Dans cette même logique, certains parents retirent leur fille de l'école dès qu'elle a ses premières menstruations, craignant qu'elle ne devienne particulièrement vulnérable, vu la présence d'hommes dans les écoles (élèves et professeurs). Les parents, particulièrement lorsqu'ils sont pauvres, forcent leur fille à se marier dans l'espoir de lui assurer un meilleur avenir en la mettant sous la protection de son mari. Dans pratiquement toutes les sociétés, le mariage présente également des dimensions économiques. La persistance de normes sociales discriminatoires ne peut être comprise sans considérer les logiques économiques (à court terme). Elles font partie des stratégies d'adaptation que les ménages ont développées pour prévenir les chocs économiques et sociaux ou y répondre. Donner sa fille en mariage signifie une personne en moins à nourrir dans la famille et la perspective d'avoir de nombreux enfants et petits-enfants pour soutenir la famille. Le fait de promettre une fille à une autre famille peut aussi être lié à des questions de terre ou de propriété. La dot (en argent ou en nature) peut être un important incitant à court terme, particulièrement pour les familles confrontées à la pauvreté. Dans d'autres cas encore, le mariage d'une fille servira à payer les dettes de la famille.

Il est important d'étudier la question du mariage forcé d'enfants du point de vue des normes sociales parce que cela offre la possibilité de prendre en considération et de commencer à déconstruire les multiples logiques sous-jacentes (inégalité des genres, relations de pouvoir et forte dépendance des membres de la communauté en l'absence d'autres régimes de protection sociale) qui sont évoquées par les familles, les communautés ou les autorités pour justifier cette pratique. Pour s'inscrire dans cette dynamique de changement, il est utile de prendre en compte les facteurs qui soutiennent la reproduction de la norme

sociale: peur des représailles, peur du rejet de la communauté et manque de connaissances d'autres modes d'action ou de comportements. En outre, les personnes se conforment souvent aux normes en pensant que les autres membres de la communauté soutiennent et respectent les normes, alors qu'en fait, il n'en est rien (Mackie & Lejeune, 2009).

2.4. Combiner les trois approches

Les trois approches évoquées ci-dessus indiquent la complexité du problème du mariage forcé d'enfants. Il ressort de cette analyse le dispositif global d'instruments et de cadres internationaux et nationaux de politiques de droits humains est une condition nécessaire mais insuffisante pour mettre en œuvre le changement essentiel dans les comportements et les normes sociales. Cette approche de nature juridique permet de promouvoir l'inclusion, la non-discrimination et l'égalité. S'ils peuvent faire une grande différence, les lois et autres instruments et politiques juridiques ne seront pleinement efficaces que s'ils vont de pair avec d'autres interventions qui rendront l'environnement plus propice au changement durable des normes et pratiques sociales. Quant aux approches « violences liées au genre » et « normes sociales », elles informent toutes deux sur les raisons sous-jacentes qui expliquent la persistance de cette pratique. Les études montrent de plus en plus clairement que le changement du comportement des familles et des communautés s'avère complexe dans ce domaine et qu'il repose sur un corpus de croyances et de normes et sur un manque d'informations quant aux alternatives. Les stéréotypes liés au genre tendent à maintenir les femmes dans un statut d'infériorité et sont, dans la plupart des sociétés, profondément enracinés dans un système patriarcal qu'il est particulièrement difficile de renverser. Mais le changement d'attitudes et de perceptions que l'on vise est aussi influencé par les conditions sociales et économiques dans lesquelles vivent les familles.

Le chapitre 4 montrera que le changement est possible. Considérant la variété des acteurs impliqués, les dimensions politiques, sociales et économiques sous-jacentes, ainsi que les changements politiques, institutionnels et juridiques requis, il est clair que la lutte contre le mariage forcé d'enfants exige une approche contextualisée et à niveaux multiples ainsi que des efforts à long terme.

10 MILLION GIRLS ARE MARRIED EACH YEAR

A look at the 30 countries with the highest rates of child marriage.

SORT BY:

MARRIED BY AGE 18

Percentage of women ages
20-24 who were married
by age 18

MARRIED BY AGE 15

MATERNAL MORTALITY

EARLY CHILDBEARING

SECONDARY
EDUCATIONLEGAL AGE OF
MARRIAGE

NIGER	75.0
CHAD	72.0
MALI	71.0
BANGLADESH	66.0
GUINEA	63.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	61.0
MOZAMBIQUE	52.0
NEPAL	51.0
MALAWI	50.0
ETHIOPIA	49.0
BURKINA FASO	48.0
SIERRA LEONE	48.0
ERITREA	47.0
INDIA	47.0
UGANDA	46.0

SOMALIA	45.0
AFGHANISTAN	43.0
NICARAGUA	43.0
ZAMBIA	42.0
TANZANIA	41.0
DOMINICAN REPUBLIC	40.0
THE CONGO (DR)	39.0
HONDURAS	39.0
MADAGASCAR	39.0
NIGERIA	39.0
SENEGAL	39.0
LIBERIA	38.0
CAMEROON	36.0
GAMBIA	36.0
IVORY COAST	35.0



NIGER

LEGAL AGE OF MARRIAGE

15

MATERNAL DEATHS PER 100,000 BIRTHS

820

36.1% MARRIED BY 15



DETAIL MAP

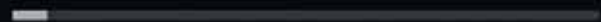
75.0% MARRIED BY 18



5.2% GAVE BIRTH BY AGE 15



6.6% HAVE SECONDARY EDUCATION



3. Géographie du mariage forcé d'enfants: Qu'en est-il des pays partenaires de la coopération belge?

Ce chapitre donne un aperçu géographique des pays et régions particulièrement affectés par le mariage forcé d'enfants. Une esquisse succincte au niveau mondial sera suivie d'une présentation de la situation de pays partenaires de la Belgique ayant une prévalence particulièrement élevée de mariage forcé d'enfants.

Il est important à ce stade de faire remarquer qu'il est particulièrement difficile de quantifier l'occurrence des mariages forcés d'enfants. En effet, l'enregistrement officiel des mariages n'est pas systématique. Les unions informelles ne sont pas enregistrées ou uniquement par les autorités traditionnelles ou religieuses locales. L'absence de certificats de naissance dans les pays à prévalence élevée complique encore le processus de démonstration que les filles sont victimes de mariages précoces.

En l'absence de données d'enregistrement fiables, les statistiques s'appuient principalement sur des enquêtes démographiques et sanitaires. Deux indicateurs clés⁷ sont utilisés pour mesurer le mariage d'enfants : le pourcentage de femmes de 20 à 24 ans mariées avant 18 ans et le pourcentage de femmes de

20 à 24 ans mariées ou unies avant l'âge de 15 ans (UNICEF; situation des enfants dans le monde, 2013)⁸.

3.1. Aperçu au niveau mondial

Le mariage forcé d'enfants est un phénomène mondial. Les statistiques les plus récentes estiment qu'un tiers des filles du monde sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 1 sur 9 avant 15 ans. Selon l'UNFPA, si le niveau actuel se maintient, entre 2010 et 2020, 142 millions de mineures, soit 39.000 par jour, seront mariées.

Le tableau de la page suivante montre que la prévalence la plus élevée de mariages

d'enfants (plus de 30 %) est atteinte dans les pays d'Afrique de l'Ouest et sub-saharienne. Mais si nous tenons compte de la densité de population, près de 50 % des filles affectées par le mariage d'enfants vivent en Asie du Sud, y compris en Inde, Bangladesh, Afghanistan et Népal. Le tableau montre également que, pour l'essentiel, les filles affectées par le mariage d'enfants vivent en zone rurale. Faiblement éduquées, elles appartiennent à des familles caractérisées par un degré élevé de pauvreté.

Même quand il existe des statistiques pour certaines périodes, celles-ci ne permettent souvent pas de comparaison dans le temps car les enquêtes n'ont pas été répétées à intervalles réguliers. En raison de ces lacunes, il est difficile de quantifier les tendances en matière de mariage d'enfants. Toutefois, les données disponibles pour les pays qui ont mené au moins deux enquêtes de ménages consécutives suggèrent que, dans l'ensemble, peu de progrès ont été faits en termes de réduction des niveaux de mariages d'enfants de par le monde (UNFPA, 2012).

⁷ Les chiffres présentés dans ce rapport ont été compilés par l'UNFPA sur la base des enquêtes en grappe à indicateurs multiples (MICS), des études démographiques et de santé (DHS) et d'autres études nationales. Elles renvoient à l'année la plus récente disponible durant la période 2000-2011.

⁸ Pour les économistes de la Banque mondiale Nguyen & Wodon (2012, p.399), la méthode actuelle de mesure des mariages d'enfants est assez rudimentaire. Pour ces auteurs, une analyse plus sophistiquée devrait tenir compte de l'âge auquel les jeunes filles se marient pour permettre une comparaison du mariage d'enfants entre pays, entre groupes au sein des pays ou entre périodes de temps en rapport avec le seuil d'âge utilisé pour identifier le mariage d'enfants.

➤ **Tableau 1: 25 pays présentant les niveaux les plus élevés de mariages d'enfants, avec caractéristiques contexte 2000-2011**

Pays	% des femmes de 20-24 ans mariées ou unies à l'âge de 18 ans			% des femmes de 20-24 ans mariées ou unies à l'âge de 18 ans, par niveau d'éducation (%)			% des femmes de 20-24 ans mariées ou unies à l'âge de 18 ans, par revenus du ménage (%)		Source
	Total	Rurale	Urbaine	Pas d'éducation	Primaire	Secondaire ou supérieure	20% les plus pauvres	20% les plus riches	
Niger	74,5	83,5	42,1	81,2	62,7	17,2	80,5	47,5	DHS 2006
Chad	71,5	73,9	65,4	78,3	67,1	37,0	67,3	66,2	DHS 2004
Bangladesh	66,2	70,3	53,3	82,0	80,4	57,2	83,2	46,3	DHS 2007
Guinée	63,1	74,9	44,5	72,7	47,9	27,3	78,9	45,7	DHS 2005
République centre-africaine	60,6	–	–	–	–	–	–	–	MICS 2006
Mali	55,0	76,5	60,4	77,0	64,3	37,9	72,6	57,7	MICS 2010
Mozambique	51,8	65,5	40,6	67,2	56,6	11,5	63,8	32,1	MICS 2008
Malawi	49,6	54,4	31,0	65,6	62,2	16,4	59,8	25,7	DHS 2010
Burkina Faso	47,8	61,2	26,8	59,8	41,5	3,0	60,6	25,6	MICS 2006
Madagascar	48,2	51,0	35,4	67,9	52,9	27,6	65,4	31,9	DHS 2008-09
Sierra Leone	47,9	61,1	30,4	64,2	51,8	12,1	61,8	23,1	DHS 2008
Érythrée	47,0	59,8	30,5	64,1	53,3	12,0	46,4	20,6	DHS 2002
Inde	47,4	56,2	29,3	76,5	61,8	27,2	75,3	16,3	NFHS 2005-06
Ouganda	46,3	51,8	26,9	66,8	58,4	13,8	61,8	26,3	DHS 2006
Somalie	45,3	52,4	35,2	51,7	41,0	11,2	43,7	27,9	MICS 2006
Nicaragua	40,6	55,1	36,4	69,1	62,5	25,2	–	–	ENDESA 2006-07
Zambie	41,6	53,3	26,2	64,8	57,5	17,1	63,2	13,0	DHS 2007
Éthiopie	41,2	49,0	21,7	62,9	37,5	10,3	59,2	22,0	DHS 2011
Népal	40,7	42,9	26,9	71,7	56,7	22,9	61,8	17,0	DHS 2011
République Dominicaine	39,6	50,1	35,6	56,4	75,3	27,5	64,2	21,2	DHS 2007
Afghanistan	39,0	–	–	–	–	–	–	–	NRVA 2007/2008
RD Congo	39,0	–	–	–	–	–	–	–	–
Honduras	38,8	32,5	45,8	62,9	51,4	18,9	52,2	19,3	DHS 2005-06
Nigeria	39,4	49,8	21,6	82,1	53,8	12,5	70,8	10,6	DHS 2008
Liberia	37,9	48,6	24,9	56,3	42,3	17,3	56,9	17,7	DHS 2007

Données extraites de la base de données de le FNUAP sur la base des études des ménages complétées entre 2000 et 2010 (DHS et MICS) ainsi que de la base de données de l'UNICEF (www.childinfo.org).

Source: FNUAP, 2012

Tableau 2: Pays ayant enregistré un recul du niveau de mariages d'enfants par région
Résultats de deux études de ménages consécutives (MICS et DHS) dans 48 pays

Région	Pays enregistrant un recul significatif* des taux de mariage d'enfants
Afrique sub-saharienne	Bénin (U), Cameroun (U), Congo (R), Éthiopie, Lesotho, Liberia, Rwanda, Sierra Leone, Togo, Ouganda, République unie de Tanzanie, Zimbabwe (R)
Pays arabes	Jordanie (R)
Asie de l'Est et Pacifique	Indonésie (R), Philippines (U)
Asie du Sud	Bangladesh (U), Népal
Europe orientale et Asie centrale	Arménie
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie, Guyane (R)

* Changements de 10% ou plus dans la prévalence du mariage d'enfants entre les deux études.

(U) Changements observés uniquement en zone urbaine

(R) Changements observés uniquement en zone rurale

Source: FNUAP, 2012, p. 24



Tableau 3: Pays partenaires de la Belgique avec prévalence de mariages forcés d'enfants supérieure à 30%

	Niger	Mali	Mozambique	Ouganda	RD Congo	Tanzanie	Bénin
Prévalence de mariages d'enfants de moins de 18 ans* et %	75%	55%	52%	46%	39%	37%	34%
Prévalence de mariages d'enfants de moins de 15 ans* et %	36%	15%	21%	10%	9%	7%	8%
Âge légal du mariage**	Garçons: 18 ans Filles: 15 ans	Garçons: 21 ans Filles: 18 ans (15 ans avec consentement parental)	Garçons et filles: 18 ans (16 ans avec consentement parental)	Garçons et Filles: 18 ans Filles avec consentement parental: 16 ans	Garçons: 18 ans Filles: 15 ans	Garçons: 18 ans Filles: 15 ans	18 ans
Âge du consentement sexuel**	En-dessous de 15 ans	15 ans	16 ans	18 ans	18 ans	Filles: 14 ans	18 ans

* FNUAP, 2012

** Source: Africa Child Policy Forum (2013)

3.2. Mariages forcés d'enfants dans les pays partenaires de la Belgique

Sur les 18 pays partenaires de la coopération belge au développement, 7 ont une prévalence de mariages d'enfants supérieure à 30%: Niger, Mali, Mozambique, Ouganda, RD Congo, Tanzanie et Bénin. Le tableau ci-dessous montre la prévalence spécifique de mariages d'enfants avant 18 ans et avant 15 ans pour chacun de ces pays et indique l'âge légal du mariage et du consentement sexuel.

Ce rapport étudie plus en détails la situation de deux pays partenaires de la Belgique: le Niger – en raison de sa prévalence notoirement élevée – et la RD Congo – parce que c'est le pays partenaire qui reçoit – et de loin – la plus grande partie du budget de la coopération belge.

3.2.1 Niger

Le Niger est le pays avec la plus haute prévalence de mariages forcés. Les données de la FNUAP montrent peu, voire pas de changements depuis 1998 (77%). La prévalence est la plus élevée dans le sud du Niger, particulièrement dans les régions de Diffa (89%), Zinder (88%), Maradi (87%) et Tahoua (83%). Dans la région de Zinder/Diffa, l'âge médian au mariage est de 14,7 ans (FNUAP Child Marriage profile).

Dans certaines régions du Niger, des enfants de 10 ans sont déjà mariés; seule une poignée ne l'est pas au-delà de 25 ans. Parfois, le mariage forcé d'enfants peut également s'intégrer dans un spectre plus large de violences basées sur le genre: pratique esclavagiste permettant aux hommes d'acheter toutes les femmes qu'ils souhaitent (*Wahaya*: la femme est considérée comme une esclave), mutilations génitales féminines, gavage⁹, répudiation¹⁰, etc. Dans les forums internationaux, le Niger a pris des positions publiques condamnant des pratiques néfastes à l'encontre des femmes (par ex. devant la Commission de la condition de la femme en mars 2013). Mais dans le pays, le débat public sur ce sujet est extrêmement sensible, avec pratiquement aucun changement politique substantiel en matière de mariage forcé d'enfants. Récemment, l'UNICEF (2014, p. 60) a relevé plusieurs dynamiques positives au niveau communautaire, par exemple, en termes de prise de conscience générale et de volonté de rechercher des solutions en réponse au phénomène.

Le Niger a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1999. Selon Oxfam (1999), le parlement nigérien a, à ce moment, exprimé de nettes réserves quant à l'article 16 de la convention visant à éliminer toutes les formes de discrimination découlant du mariage et des rapports familiaux. Le Niger n'a jamais rendu sa législation nationale conforme à cet engagement international. Le Comité pour

l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a maintes fois exigé du gouvernement nigérien qu'il « indique les mesures concrètes mises en œuvre ou programmées pour lutter contre la pratique du mariage précoce », mais en vain. Une bonne illustration des tabous sur les questions de genre et de mariage forcé d'enfants est le débat national de 2011 sur le nouveau projet de Code de la famille, qui visait à promouvoir plus d'égalité entre les genres dans le pays. Le code a été élaboré, pour ensuite être confronté à une forte opposition des partis politiques religieux conservateurs et des autorités. En fin de compte, le projet a été abandonné et le premier ministre a fait (IPS, Mars 2011) une déclaration publique indiquant que le projet n'avait jamais été planifié ou soutenu par le gouvernement (Conseil suprême pour la restauration de la démocratie). Des dynamiques similaires ont été observées contre un autre processus législatif, visant la protection des filles à l'école (« Loi Portant protection de la jeune fille en cours de scolarité », 2012). Ce projet de loi contenait plusieurs articles portant directement sur les questions de mariage et de grossesse d'enfants. C'est ainsi que la loi voulait obliger les directeurs d'école à rapporter les grossesses ou mariages précoces, et interdire l'exclusion de l'enseignement des filles précocement mariées ou enceintes. Enfin, il prévoyait d'octroyer à une série d'acteurs (filles, parents, directions d'école, associations des droits de l'homme, chefs religieux ou traditionnels) le droit de porter plainte en matière de mariage forcé d'enfants. Ici aussi, certaines organisations islamistes radicales se sont élevées contre ce projet et ont incité les parlementaires à exiger de la commission des affaires sociales qu'elle le révisé, avant même qu'il puisse être soumis au parlement (*Le Sahel*, 2012).

9 Le gavage ou l'alimentation forcée de femmes (y compris de jeunes filles) est pratiqué par certains groupes de population (particulièrement dans l'Ouest du Niger); les filles bien en chair étant considérées comme plus attrayantes pour l'époux (INS-Niger & UNICEF, 2008).

10 La répudiation est définie comme une décision unilatérale du mari pour dissoudre le mariage. La répudiation entraîne souvent l'exclusion sociale de la femme ou la rupture de contact avec les enfants (Oxfam, 2006).



➤ Pays donateur du Niger, la Belgique est active dans les domaines liés au genre et au planning familial, mais sans orientation spécifique sur le mariage forcé d'enfants. Un autre programme d'appui institutionnel au ministre en charge de la population, des femmes et de la protection de l'enfance a été initié en 2012. Entre autres activités, ce programme a appuyé l'élaboration d'un plan stratégique pour la période 2012-2015 avec l'aide de l'Agence Belge de Développement. Ce plan stratégique reconnaît la persistance de pratiques néfastes pour les femmes (mariages d'enfants, mutilations génitales, abandon précoce de la scolarité pour les filles), mais aucune priorité politique explicite n'a été intégrée dans le plan en matière de mariage forcé d'enfants. Ainsi, alors que des efforts ont été faits à différents niveaux pour lutter contre le mariage forcé d'enfants, ils ont tendance à être bloqués par des groupes sociaux particuliers au stade de la prise de décision finale ou de la mise en œuvre. Et la Belgique, en tant que partenaire du développement du Niger, a raté des opportunités d'intégrer dans ses programmes des éléments relatifs au mariage forcé d'enfants.

3.2.2. République Démocratique du Congo

Le mariage forcé d'enfants n'est pas haut placé dans les priorités des programmes de coopération entre la RD Congo et la communauté internationale. C'est pourtant une pratique largement répandue dans le pays. Par exemple, les données de 2010 montrent que près de 39% des femmes âgées de 20 à 24 ans avaient été mariées ou unies avant 18 ans. Cette pratique ne semble pas avoir évolué; les données du FNUAP montrent peu voire pas de changement depuis 2007 (39%). Les régions où la prévalence est la plus élevée sont le Katanga (50%), suivi par l'Orientale (50%), le Kasai Occidental (48%), l'Équateur (48%), le Kasai Oriental (48%), le Maniema (46%), le Nord Kivu (39%), le Sud Kivu (38%), le Bas Congo (28%), le Bandundu (27%) et, enfin, Kinshasa (18%). Comme dans d'autres pays, la pauvreté et le manque d'éducation constituent des facteurs de risque. Par exemple, 54% des femmes sans éducation âgées de 20 à 24 ans et 50% de celles ayant suivi l'enseignement primaire se sont trouvées mariées ou unies à l'âge de 18 ans. En comparaison, seuls 23% des femmes ayant suivi l'enseignement secondaire étaient dans ce cas. Au

niveau politique, le Code de la Famille (Code de la Famille; art. 351-352) indique que les deux époux doivent exprimer individuellement leur consentement. Toutefois, la législation diffère en fonction du sexe: l'âge minimum est fixé à 18 ans pour les hommes et à 15 pour les femmes.

Avec ces statistiques de prévalence élevée, la question du mariage forcé d'enfants est donc loin d'être anecdotique en RDC. Toutefois, il est particulièrement difficile de trouver des études ou des recherches fournissant des informations approfondies sur les dynamiques qui sous-tendent ce phénomène en RDC, y compris la situation réelle dans les provinces. Dans une certaine mesure, la question du mariage des enfants semble avoir été remplacée, à l'agenda international et national, par celle de la violence liée au genre, particulièrement la violence à laquelle sont confrontées les femmes dans les provinces touchées par les conflits armés (Est du Congo).

En 2013, le ministère du genre, de la famille et de l'enfance a publié en collaboration avec le FNUAP un rapport sur l'étendue de la violence sexuelle en RDC pendant la période 2011-2012 (Ministère du Genre, de la Famille et de l'En-

fance/FNUAP, 2013). Fondé sur les incidents de violence liée au genre rapportés dans 7 provinces¹¹, ce rapport a documenté 10.322 incidents en 2011 et 15.654 en 2012. Le rapport distingue 3 types de violence sexuelle et basée sur le genre: le viol, l'agression sexuelle et les autres formes de violence incluant la violence sexuelle, l'agression physique ou le mariage forcé. Dans les provinces étudiées, le viol a représenté 90% des rapports d'incident de violence sexuelle et basée sur le genre en 2011 et 82% en 2012. Les agressions sexuelles ont représenté 5 et 7% en 2011 et 2013 respectivement, et les autres formes 5% en 2011 et 11% en 2012. De façon remarquable, la question spécifique du mariage forcé d'enfants n'est pas mentionnée dans le rapport en tant que catégorie particulière, ni documentée en détail dans l'étude.

Du point de vue juridique, la RD Congo a toutefois adopté plusieurs mesures. En 2006, le niveau élevé de violences liées au genre a conduit le gouvernement à adopter des lois qui modifient le code pénal et rendent illégal le mariage forcé (Lois n° 06/018 et 06/019). Ces lois prévoient des peines de 1 à 12 ans d'emprisonnement et fixent des amendes substantielles pour toute personne exerçant l'autorité parentale ou tutoriale qui force un enfant sous sa responsabilité à se marier. Cette peine est doublée si la personne forcée à se marier a moins de 18 ans. Si l'adoption de ces lois constitue un progrès, elles n'ont été que très peu mises en œuvre jusqu'ici.

Pour conclure, le mariage forcé d'enfants est un défi social majeur en RDC, mais il semble être absent des préoccupations de la communauté internationale opérant dans le pays et il n'apparaît que faiblement au niveau national. La question semble occultée par d'autres grands problèmes de développement en RDC, perçus comme plus importants.

3.3. Le contexte avant tout

Une considération importante au moment de ces remarques finales sur la situation au Niger et en RD Congo est qu'il s'agit là de deux Etats fragiles¹². Les niveaux de pauvreté frappants sont un élément clé du mariage forcé d'enfants, et la faiblesse de l'appareil d'Etat limite la capacité à développer des réponses globales face à cette situation et à pouvoir les mettre en œuvre sur le terrain.

Le Niger est un pays enclavé et classé dernier (186/186) sur la liste 2013 de l'Indice de développement humain. Le pays est confronté à des crises alimentaires récurrentes et des périodes d'instabilité politique. Ces dernières années, l'instabilité politique générale dans la région sahélienne aggrave la situation; des milliers de réfugiés du Mali et du Nigeria, en particulier, cherchent refuge au Niger. En RDC, la fragilité du pays a des racines multiples, dont des décennies de conflits internes et externes mus par des luttes pour les ressources naturelles ainsi qu'une instabilité régionale/géopolitique. Ceci est lié au fait que le gouvernement ne s'avère pas capable d'organiser ce pays vaste et diversifié, avec tant de relations liées au pouvoir et de luttes à tous niveaux.

Dans les deux pays, le mariage forcé d'enfants est un énorme problème. Mais, comme le montre ce bref aperçu, il n'est clairement pas traité comme tel aux niveaux national et international. Par exemple, le gouvernement de la RD Congo a pris des mesures pour adapter sa législation de sorte qu'elle couvre les cas de mariages d'enfants mais au final, la question semble sous-estimée ou niée par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux nationaux et internationaux. Lorsque ces acteurs se focalisent sur les questions de genre, leur attention va en premier lieu à des violences liées au genre en zones de conflit.

Pour le Niger, qui détient de tristes records en termes de prévalence, la question est officiellement reconnue au niveau local et international. Des acteurs non gouvernementaux dénoncent le phénomène et agissent au niveau local. Des tentatives ont été faites pour adapter la législation, mais sans progrès visible jusqu'ici. En dépit du statu quo politique et législatif et de la forte opposition exprimée par d'influents chefs religieux, on notera avec intérêt que la lutte contre le mariage forcé d'enfants gagne du terrain dans le débat public, ce dont témoigne sa mise régulière à l'agenda de la commission des affaires sociales du parlement ou l'organisation de tables rondes publiques par des ONG nationales. Considérant le tabou de longue date interdisant, au niveau communautaire, que position soit prise contre cette norme sociale, il s'agit d'une évolution positive.

Au-delà des caractéristiques communes – Etats fragiles et conflits en cours –, la comparaison entre le Niger et la RD Congo révèle également le rôle différencié des facteurs dans chaque contexte. Par exemple, au Niger, l'influence des chefs religieux sur les questions sociétales telles que le mariage forcé d'enfants joue un rôle majeur. Largement reconnu, ce rôle est jusqu'à un certain point institutionnalisé au Niger. Cette force est moins prononcée dans le cas de la RD Congo, en raison probablement de l'énorme diversité des expressions religieuses dans le pays, notamment le phénomène des « nouvelles églises de réveil ». Cela ne signifie pas que le facteur religieux est sans influence en RDC, mais qu'il y a moins de signes documentés qu'il joue un rôle aussi important qu'au Niger.

Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ces deux cas illustrent à quel point la lutte contre le mariage forcé d'enfants exige une compréhension approfondie des dynamiques intra nationales (au-delà des statistiques nationales de chaque pays) afin de mettre en place des stratégies adaptées plutôt que des modèles d'intervention génériques.

¹¹ Bandundu, Bas Congo, Katanga, Kinshasa, Nord Kivu, Province Orientale et Sud Kivu

¹² Les Etats fragiles sont définis comme ayant « une faible capacité de remplir les fonctions de gouvernance basiques et manquent de la compétence à développer des relations mutuellement constructives avec la société. Les Etats fragiles sont également plus vulnérables aux chocs internes et externes tels que les crises économiques ou les catastrophes naturelles. » (OCDE, 2012)

« En RD Congo (2010), 1.189.000 femmes âgées de 20 à 24 ans étaient en ménage avant l'âge de 18 ans. Si la tendance actuelle se poursuit, d'ici 2030, quelque 2.033.000 jeunes filles parmi celles nées entre 2005 et 2010 seront mariées/ en ménage avant d'atteindre leurs 18 ans. »

(FNUAP, 2012)

Rita, 17 ans, Népal, s'occupe de toutes les tâches ménagères et prend soin de son bébé de 2 mois. Craignant de devoir payer une dot trop élevée, ses parents ont pris la décision de la marier très jeune. Le mariage précoce est un phénomène courant dans leur communauté.



4. Lutte contre le mariage d'enfants: facteurs de succès

Dans les deux chapitres précédents, nous avons discuté du caractère complexe et sensible du mariage forcé d'enfants ainsi que de sa forte occurrence dans plusieurs pays partenaires de la Belgique. Dans le présent chapitre, l'approche du problème se veut programmatique: dans quelle mesure et comment les organismes de coopération au développement peuvent-ils contribuer à résoudre ce problème? Le chapitre intègre les leçons apprises des interventions effectuées et évaluées sur plusieurs continents.

4.1 Le « développement » entraîne-t-il la disparition automatique des mariages précoces et forcés?

Alors que dans la plupart des pays la thématique du mariage forcé a rarement été mise à l'agenda, les premières tentatives formelles de s'attaquer au mariage forcé d'enfants remontent déjà aux années 1920 en Inde avec le Child Marriage Restraint Act (connu sous l'appellation de « Sarda Act »). La loi a finalement été adoptée en 1929, sous la pression d'une série d'associations de femmes militantes (Mukherjee, 2009). Des réformes législatives ont également eu lieu dans les années 70 et 80 dans des pays comme le Bangladesh, l'Inde ou l'Indonésie. Malgré l'importance de ces réformes, il est devenu de plus en plus clair au fil du temps qu'elles ne suffisaient pas à changer les pratiques de mariage forcé d'enfants. Et il a fallu attendre les années 90 pour voir la première vague d'interventions programmatiques visant directement ou indirectement les causes multiples du mariage forcé d'enfants. Les réels points de départ de cette vague ont été la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994) et la Conférence mondiale sur les femmes (Nations unies, Beijing, 1995) (Malhotra et al., 2011).

Si l'on tient compte de l'étendue du problème et de son impact dramatique sur la vie des

filles, il est surprenant de constater que seules quelques-unes des ces interventions programmatiques font du mariage d'enfants leur objectif principal. En effet, dans une étude systématique commanditée par l'Organisation Mondiale de la Santé, Lee-Rife, Malhotra et al. (2012) ont identifié 23 interventions mises en œuvre entre 1973 et 2009. Sur ces 23 interventions, seules 5 visaient principalement le mariage d'enfants. Un screening plus récent dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest pour la période 2000-2011 (Walker, 2013) a identifié 111 interventions mises en œuvre par des gouvernements nationaux, des partenaires internationaux (du développement) ou des ONG nationales. Sur ces 111 interventions, seuls 10 programmes avaient pour objectif premier de lutter contre le mariage forcé d'enfants et avaient été évalués à l'aide d'indicateurs spécifiques tels que la mesure explicite d'attitudes ou de comportements liés au mariage d'enfants avant et après leur mise en œuvre. Hélas, ces recensements n'avancent pas réellement d'explications quant aux raisons de ce faible nombre d'interventions ciblées.

Sur base d'entretiens menés avec des politiciens et des fonctionnaires d'Afrique de l'Ouest, Walker indique que cette question est souvent perçue comme n'exigeant pas d'intervention de politique publique parce que « le mariage d'enfants est en effet caché mais accepté et considéré comme un rite de passage naturel dans les sociétés. » (Walker, 2014, p.22). Il existe cependant des arguments pour nuancer ce propos. Les re-

cherches montrent ainsi que la compliance d'individus, familles ou communautés par rapport à certaines normes sociales ne doit pas automatiquement être confondue avec une acceptation des pratiques correspondantes. Dans certains cas, les parents se croient obligés de marier ou de fiancer leur fille en jeune âge alors qu'ils préféreraient ne pas le faire si la pression sociale ou le risque perçu n'étaient pas si élevés.

On peut expliquer le manque d'attention accordé au mariage forcé d'enfants par la croyance profondément enracinée mais tacite dans la communauté du développement qu'il disparaîtra de lui-même lorsque les pays en développement entreront dans le « monde développé ». Si l'on suit ce raisonnement, les niveaux de pauvreté devraient d'abord baisser et ensuite les communautés devraient être alphabétisées. Il en résulterait que les filles seraient plus nombreuses à terminer l'enseignement secondaire et que cette pratique « arriérée » du mariage forcé d'enfants disparaîtrait alors progressivement. Les partisans de cette idée renvoient à la situation en Europe voici plusieurs décennies, où le mariage d'enfants était une réalité significative. Il est vrai que des études montrent que, la pauvreté est l'un des facteurs clés. Toutefois, cette manière de voir occulte une série d'autres paramètres cruciaux, notamment les luttes que les mouvements sociaux ont menées pour modifier la situation des genres en Europe. En outre, il tend à ignorer les grandes différences de contexte socioculturel et histo-

»



Geeta, 15 ans, est maman d'un petit garçon de 8 mois. Elle était en 5e primaire quand elle a été mariée. À l'époque, elle ne connaissait pas l'âge légal du mariage. (Au Népal, l'âge légal est de 18 ans pour les filles, 20 pour les garçons.)

► rique entre les pays. En étudiant la littérature, nous n'avons relevé aucune étude globale qui analyse si et à quelles conditions, le développement économique mène à la réduction et à l'élimination du mariage forcé d'enfants. Toutefois, la lente évolution des taux de prévalence dans plusieurs pays qui ont connu une croissance économique indiquent qu'il n'y a pas une corrélation automatique entre diminution de la pauvreté et diminution de la pratique du mariage d'enfants.

Une autre raison du manque d'interventions explicitement focalisées sur la lutte contre le mariage forcé d'enfants pourrait être liée au fait qu'il s'agit là de questions qui relèvent de la sphère privée. Comme le mariage est lié à des questions de sexualité et d'économie familiale et communautaire, les personnes

semblent éprouver des difficultés à discuter de cette question dans des cercles privés, et encore moins avec des acteurs externes. En outre, la qualification négative du mariage d'enfants (« précoce » ou « forcé ») peut être perçue comme stigmatisante pour les communautés qui ne lisent pas la réalité de la même manière, ce qui ne crée pas nécessairement un cadre favorable aux interventions. Le caractère sensible du mariage forcé d'enfants contribue également à expliquer pourquoi les ONG ou les autres acteurs du développement préfèrent aborder la question de manière indirecte, voire implicite. La plupart des interventions étudiées consistent en programmes autour de la santé reproductive, de l'éducation et du genre, avec uniquement des références indirectes au mariage forcé d'enfants en tant que problème qu'elles pourraient

contribuer à combattre par la prévention ou l'atténuation de leurs effets.

Une revue¹³ de programmes mise en œuvre par des ONG belges dans les pays partenaires¹⁴ ayant une prévalence de mariage forcé d'enfants supérieure à 30% nous conduit à la même conclusion. Des ONG belges telles que MEMISA, Oxfam Solidarité, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde, UNICEF Belgique, DISOP, Vredeseilanden, Via Don Bosco ou Le Monde Selon Les Femmes travaillent sur les différentes causes du mariage d'enfants ou luttent contre son impact, mais, dans la plupart des cas, sans objectifs explicites liés à la question. De plus, il manque à la majorité d'entre elles une théorie détaillée de changement qui démontrerait dans quelle mesure leur action contribuera spécifiquement à résoudre le problème. Le paysage de l'aide belge ne diffère ainsi pas du tableau international en ce qui concerne le mariage forcé d'enfants.

¹³ Cette revue a été faite sur base des données reprises sur les sites NGO-Openboek.be et Viungo.net et complétée par des informations provenant des sites des ONG (mots-clés: « mariage d'enfants », « empowerment », « violence liée au genre », « santé reproductive et sexuelle », « éducation des filles », « droits des enfants »).

¹⁴ Niger, RD Congo, Mozambique, Ouganda, Tanzanie, Bénin

4.2. Comment lutter contre le mariage d'enfants?

Il ressort de la littérature que les grandes organisations internationales¹⁵ et ONG spécialisées¹⁶ suggèrent des stratégies très convergentes sur les modalités de lutte contre le mariage d'enfants, particulièrement en termes des domaines et des thèmes requis à cibler pour parvenir à un changement durable. Leurs visions et stratégies s'inspirent des résultats d'un ensemble bien connu d'évaluations, d'études et de revues de la lit-

térature. Comme évoqué dans les chapitres précédents, jusqu'à présent, l'assise factuelle repose toujours sur un nombre assez restreint d'interventions ayant fait l'objet d'évaluations et d'études. Ce matériau est complété par les résultats obtenus de programmes sur des questions connexes (mutilations génitales féminines, égalité entre genres, émancipation des femmes, etc.). Ces sujets interconnectés ont des liens évidents avec le mariage d'enfants et partagent des caractéristiques communes, par ex. influence des normes sociales, systèmes patriarcaux et manque de vision de comportements ou d'actes alternatifs.

Les principaux domaines et thèmes sur lesquels un consensus s'est progressivement formé sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les données de ce tableau sont structurées autour des principaux acteurs du champ du mariage forcé d'enfants, des filles elles-mêmes aux organisations internationales actives sur cette thématique. Cette approche centrée sur les acteurs a pour prémisse que chaque acteur peut être considéré comme un agent de changement potentiel. Les modalités de décision, action ou interaction avec d'autres groupes – ou le niveau de capacité qu'ils ont pour ce faire – peut, à court terme, faire une différence dans la vie de filles mariées ou non et, plus fondamentalement, contribuer à éliminer à long terme le mariage forcé d'enfants.

¹⁵ FNUAP, Organisation mondiale de la Santé, UNICEF en particulier
¹⁶ Plan International, ICRW, Girls Not Brides, IPPF

Tableau 4: Stratégies de changement dans les secteurs de la coopération au développement

Acteurs	Secteur(s)	Domaines de changement / stratégies
Filles et adolescentes (mariées ou non mariées)	Éducation	<ul style="list-style-type: none"> Être écoutées et entendues Être protégées contre l'exclusion scolaire, le mariage et la grossesse. Avoir la garantie d'un accès financier et physique à une éducation de qualité. Avoir l'assurance d'achever l'enseignement primaire et secondaire et d'accéder à l'enseignement technique et professionnel Conscientisation accrue aux effets néfastes du mariage d'enfants Protection contre la violence (sécurité dans les locaux scolaires, systèmes d'alerte, pénalisation des contrevenants) Sensibilisation aux questions d'égalité entre genres et aux stéréotypes à ce niveau.
	Économie	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficier de l'accès à l'emploi ou à d'autres opportunités économiques
	Droits	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficier de la conscientisation accrue aux droits des filles Avoir accès à la justice et à l'assistance judiciaire
	Soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficier de l'information sur et de l'accès aux soins de santé et aux services de santé reproductive adaptés aux jeunes filles et garçons Fournir des services de qualité et des services de santé maternelle Assistance psychologique aux filles mariées
	Social	<ul style="list-style-type: none"> Être encouragées à et se sentir confiantes pour s'investir dans des associations et autres réseaux de socialisation et prendre des positions de leadership
Famille	Social	<ul style="list-style-type: none"> Participer à la conscientisation et aux discussions sur la transformation des normes sociales, y compris des visions alternatives des stéréotypes sur les filles, le mariage, le libre consentement et les autres inégalités liées au genre. Enregistrement des naissances
	Économie	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des incitants économiques aux parents et mettre en place des politiques afin de favoriser le non-mariage de leurs enfants (gratuité de l'éducation et des soins de santé, transfert d'argent, protection sociale)
Communauté		<ul style="list-style-type: none"> Appuyer le développement à long terme d'opportunités économiques Conscientisation et discussions sur la transformation des normes sociales Appuyer le développement des capacités des organisations et leaders communautaires locaux pour qu'ils prennent en compte le mariage d'enfants dans leurs propres communautés
Société civile		<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les organisations de la société civile qui mènent des campagnes de sensibilisation nationales et régionales sur le mariage d'enfants Appuyer les efforts de sensibilisation à l'élaboration et au financement de politiques sociales contribuant à l'égalité des genres

➤ **Tableau 4 (Stratégies de changement dans les secteurs de la coopération au développement)**

Acteurs	Secteur(s)	Domaines de changement / stratégies
Leaders et autorités morales		<ul style="list-style-type: none"> • Conscientisation à l'impact du mariage forcé d'enfants • Encourager les autorités morales à prendre publiquement position sur le mariage forcé d'enfants et à promouvoir la valeur du mariage différé
Société		<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'environnement dans le but de favoriser des débats publics sur le mariage forcé d'enfants, la protection de l'enfant et l'égalité entre les genres
Autorités	Droits	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les changements législatifs en matière d'âge du mariage (identique pour garçons et filles) • Appuyer l'accès à la justice pour tous les citoyens, et en particulier les adolescentes • Élaborer et mettre en œuvre des lois liant travail des enfants, mobilité, trafic et mariage d'enfants • Soutenir des campagnes de sensibilisation visant à ratifier les conventions internationales et à s'y conformer
	Politique et institutions	<ul style="list-style-type: none"> • Conscientisation et formation des fonctionnaires (tous niveaux et tous secteurs) à la problématique du mariage forcé d'enfants, aux normes sociales et à l'impact négatif de ces dernières • Soutenir les campagnes visant l'obligation scolaire, l'accès à la santé et aux services de santé reproductive et à l'enregistrement des naissances • Mettre en œuvre des politiques d'emploi des jeunes et amélioration de la coordination entre ministres en charge du travail, de l'enseignement, des affaires sociales et des finances • Élaborer et mettre en œuvre des politiques durables autorisant un accès universel aux services sociaux • Soutenir les capacités des institutions en charge de mettre en œuvre les lois en matière de mariage d'enfants ou de questions liées et assurer la conscientisation et la formation des membres du personnel • Soutenir l'examen des politiques et des institutions existantes pour ce qui est des questions relatives à l'enfance et au genre • Faciliter les approches transsectorielles (y compris en ce qui concerne les questions budgétaires)
Organisations internationales et supranationales	Droits	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les pays dans le renforcement de la surveillance des instruments des droits humains liés à l'inégalité des genres et à la protection de l'enfance. • Soutenir la mise en œuvre de conventions internationales par des autorités nationales
	Socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'élaboration et le financement durable de politiques sociales et économiques nationales susceptibles de contribuer à stopper le mariage d'enfants (protection sociale, protection de l'enfance, genre, services sanitaires, etc.).

Cadre propre basé sur les sources suivantes: Jensen & Thornton, 2003; ICRW, 2007; Lee-Rife, Malhotra et al, 2012; Plan International, 2013; FNUAP, 2013; IPPF, 2013; Walker, 2014.

« Le lien entre le niveau d'éducation et la prévalence des mariages d'enfants est très fort au Niger. 81% des femmes de 20 à 24 ans sans éducation et 63% de celles ayant fréquenté l'école primaire étaient mariées ou en couple à 18 ans. En comparaison, seules 17% des femmes ayant bénéficié d'une éducation secondaire ou d'un niveau plus élevé étaient mariées à 18 ans. »

(FNUAP, 2012)

- Ce tableau synthétique illustre la variété de domaines à prendre en considération pour lutter contre les causes multiples qui perpétuent le mariage forcé d'enfants.

Cependant, l'identification des différents domaines d'interventions n'est pas, en tant que telle, la partie la plus difficile. Les choses se compliquent dans la phase de conception lorsque, pour un contexte donné, un choix adapté doit être fait entre les nombreuses options possibles, sélection souvent basée sur des connaissances restreintes de la problématique dans le pays et sur des ressources tout autant limitées.

En étudiant des programmes explicitement consacrés au mariage précoce et forcé (objectif principal ou secondaire), Lee-Rife, Malhotra et al. (2012, p.297) distinguent trois catégories d'approches. La première catégorie, appelée par les auteures approche horizontale, rassemble des programmes caractérisés par une combinaison de stratégies multiples (au moins 2) luttant contre différentes causes du mariage forcé d'enfants et ciblant différents types d'acteurs (des filles aux décideurs politiques). La deuxième approche, qualifiée de verticale, envisage la question dans une perspective plus périphérique, l'intervention se focalisant sur une cause spécifique du mariage forcé d'enfants, généralement liée à la pauvreté (transferts d'argent, microfinance, opportunités économiques) ou à l'éducation. La troisième

catégorie regroupe les programmes « activistes » qui se concentrent sur une conscientisation et sur des efforts législatifs au niveau national ou sur une large mobilisation de communautés ciblées régionalement.

Lee-Rife, Malhotra et al. (2012) ont relevé plusieurs points forts et limites des deux premières catégories de programmes. Elles soulignent que la focalisation unique (un seul facteur du mariage forcé d'enfants, une seule stratégie et/ou un seul secteur) des programmes verticaux en facilite souvent la mise en œuvre. Ces programmes ont également la capacité d'atteindre de grands groupes de bénéficiaires (filles, familles). Toutefois, l'une de leurs faiblesses est qu'ils ne se focalisent pas sur l'implication des communautés ou qu'ils reposent sur des dynamiques sociales ou des institutions existantes. Plus particulièrement, ils n'engagent généralement pas les communautés à réfléchir sur les normes sociales qui sous-tendent le mariage d'enfants et, de ce fait, présentent une capacité limitée de générer des changements de comportement dans la durée. En raison de leurs approches multi-niveaux et multi-secteurs, les programmes horizontaux sont relativement complexes à mettre en œuvre, certainement avec les ressources et l'horizon temporel limités qui caractérisent les programmes de développement. La composante institutionnelle en est souvent absente, au détriment de la durabilité de leur impact. Par exemple, ils s'ef-

forcent de prendre en compte les questions d'éducation, mais sans interaction forte avec le système scolaire lui-même, de sorte que les barrières structurelles qui affectent la scolarité des filles ne seront vraisemblablement pas enrayées. En eux-mêmes, ces programmes ne mettent pas automatiquement en place un environnement scolaire propice à la lutte contre le mariage forcé d'enfants.

En dépit de ces limites, les approches horizontales sont considérées par ces auteures ainsi que par de nombreuses ONG et organisations internationales comme possédant le plus grand potentiel. Vu la nature intégrée du problème du mariage forcé d'enfants, il y a en effet peu de chances qu'il puisse un jour être résolu par la superposition de programmes axés sur un type d'acteurs, un objectif, une stratégie ou une zone géographique restreinte. Il requiert au contraire des interventions exhaustives et multi-niveaux, qui articulent des stratégies diversifiées. Mais, comme évoqué plus haut, l'élaboration de programmes horizontaux peut s'avérer particulièrement ardue. Le nombre de domaines d'intervention à coordonner, le nombre de stratégies à combiner et le nombre d'acteurs à impliquer montrent à quel point la conception et la mise en œuvre d'une intervention peuvent être complexes. La préférence des professionnels de l'aide va souvent aux logiques linéaires, ce qui ne tient pas suffisamment compte de cette complexité.

Encadré 4: Éthiopie - Réduire le mariage très précoce d'enfants

Le Berhane Hewan Programme mené en Éthiopie est l'un des premiers et des rares programmes ciblant le mariage d'enfants à avoir fait l'objet d'une évaluation rigoureuse (Lee-Rife, Malhotra et al., 2012). Lancé entre 2004 et 2005, Berhane Hewan (« Lumière pour Ève ») était un programme du ministère éthiopien de la jeunesse et du sport ainsi que du Bureau de la Jeunesse (Youth Regional Bureau) de la région Amhara en partenariat avec le FNUAP, l'assistance technique étant fournie par le Population Council.

Le Programme ciblait les filles mariées et non mariées de 10 à 19 ans. Berhane Hewan avait pour objectif général d'établir des mécanismes appropriés et efficaces pour protéger les jeunes filles à risque de mariage précoce et soutenir les adolescentes déjà mariées. Les objectifs spécifiques étaient les suivants: 1) réduire la prévalence du mariage d'enfants parmi les adolescentes; 2) créer des espaces sociaux sûrs pour les filles les plus vulnérables et les plus isolées et assurer l'accès à l'éducation, et 3) augmenter le recours aux services de santé reproductive par les filles sexuellement actives. L'intervention comprenait trois composantes: 1) la mobilisation sociale et la formation de groupes conseillés par des tutrices adultes, 2) la participation à l'éducation informelle et la formation aux moyens de subsistance pour les filles non scolarisées ou un soutien au maintien de la scolarité pour celle qui bénéficient déjà d'un accès à l'éducation, et 3) les « conversations communautaires », une technique visant à impliquer la communauté dans les questions clés, telles que le mariage d'enfants et la résolution collective des problèmes (Erulkar & Muthengi, 2007).

L'étude de base a été menée au début de 2004, en prélude au lancement du programme. L'étude finale a eu lieu en 2006 dans les zones expérimentales et de contrôle. L'évaluation a montré que le programme a réussi à réduire le mariage très précoce d'enfants (filles âgées de 10 à 14 ans) mais a remarqué que, de manière significative, les filles plus âgées (15-19) risquaient plus d'être mariées que celles des villages de contrôle. Ceci suggère que le programme a contribué à retarder les mariages très précoces, mais que ces mariages ont juste été reportés un peu plus tard dans l'enfance.

Source: Erulkar & Muthengi, 2007 et Lee-Rife, Malhotra et al., 2012

4.3 Défis et opportunités

Si la réalisation d'un changement social dans le domaine du mariage forcé d'enfants est complexe, la communauté internationale ne doit pas pour autant s'abstenir de s'engager. Il est tout à fait possible et réalisable de lutter contre le mariage forcé d'enfants par des ensembles d'interventions d'ordre opérationnel et politique. Dans la section suivante, nous relevons certains des défis à prendre en compte face au facteur « complexité » et d'autres exigences spécifiques. Des exemples illustrant comment ces défis peuvent être relevés sont intégrés dans le texte.

4.3.1. Renforcer le plaidoyer au niveau local, national et régional

L'organisation de campagnes de plaidoyer peut être un outil important dans la lutte contre le mariage forcé d'enfants. Menées aux niveaux local, national et parfois régional, voire international, de telles campagnes ciblent idéalement divers types de leaders et d'autorités dont les positions ou décisions peuvent contribuer à mettre fin au mariage forcé d'enfants.

Ces campagnes sont souvent coordonnées par des organisations de terrain, locales ou nationales, des organisations non gouvernementales telles que des associations féminines, des groupes de protection de l'enfance ou des organisations des droits de l'homme. Leur force réside dans la combinaison d'une connaissance approfondie du sujet et d'une grande proximité avec les communautés, ce qui fait d'elles des alliées stratégiques sur cette question sensible. Toutefois, dans certains pays, ces organisations militantes manquent souvent de l'influence nécessaire pour être des interlocuteurs crédibles pour les leaders gouvernementaux de haut niveau ou d'autres autorités stratégiques, ce qui limite leur capacité à lancer un large débat public sur la question.

Pour cela, au niveau national, l'implication d'associations puissantes et influentes (ONG ou autres organisations nationales) alliées à d'autres acteurs est critique pour créer un large mouvement de transformation sociale. En pratique, de telles alliances peuvent être lentes et difficiles à constituer parce qu'elles exigent de transcender les réseaux « naturels » de chaque type d'organisation. Comme Walker (2014) l'explique, dans le cas du Nigeria, de nombreuses opportunités en matière d'élimination du mariage forcé d'en-

fants ont été perdues dans le passé, en raison de dynamiques « en silo », par exemple dans le fonctionnement du mouvement des femmes d'un côté et du mouvement Education For All, de l'autre. Dans son analyse, ces deux puissants mouvements auraient déjà dû depuis longtemps se rejoindre sur cette question.

Comme dans les cas récents du Niger, du Yémen ou de l'Irak, l'opposition aux changements législatifs et politiques en vue de lutter contre le mariage forcé d'enfants vient de manière explicite de mouvements moraux ou religieux, souvent radicaux dans leur position ou dans l'interprétation de textes religieux. Au Niger par exemple, l'influence de ces mouvements sur les décideurs politiques est jugée forte du fait qu'ils partagent les mêmes réseaux sociaux et, en partie, les mêmes convictions personnelles. Les contredire c'est risquer de perdre du soutien et sa position dans la société. En ce sens, l'implication de représentants de parties plus nuancées ou plus progressistes de ces mouvements sociaux, par exemple dans des alliances à parties prenantes multiples (constituées d'une palette de divers acteurs sociaux), peut être une manière de prendre en compte cet aspect du processus décisionnel.

Encadré 5: BRAC – ONG leader d'une alliance nationale contre le mariage d'enfants

Le BRAC, Bangladesh Rural Advancement Committee, a été créé en 1972. Depuis lors, le BRAC a été actif dans un grand nombre de domaines (santé, eau & hygiène, émancipation des femmes, etc.) au travers de diverses stratégies telles que la prestation de services (écoles, cliniques, planning familial et microfinance), le plaidoyer et le lobbying. Actuellement actif dans une douzaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le BRAC est reconnu comme l'une des plus grandes associations de développement du monde.

Depuis plus de 40 ans, le BRAC a fourni assistance et appui à des millions de personnes au Bangladesh, au point d'être parfois considéré comme un « État dans l'État ». Axé sur les groupes les plus vulnérables, le BRAC a toujours considéré l'égalité entre les genres comme l'un de ses principes de base et l'a traduite dans nombre de ses stratégies envers les filles de tous âges. Membre du réseau international Girls Not Brides, le BRAC a conclu une alliance nationale avec 12 organisations internationales et bangladaises¹⁵ dans le but d'éradiquer le mariage d'enfants. Officiellement lancée en septembre 2013, l'alliance a réussi à organiser la première table ronde nationale sur la question. Dans un pays où 66% des jeunes filles sont mariées avant l'âge de 18 ans et 32%, avant 15 ans, ce n'est pas une mince réalisation. Durant la cérémonie, le vice-président du BRAC a indiqué que le mariage d'enfants était l'un des principaux problèmes sociaux au Bangladesh¹⁶. Menée par une association qui fait partie de la vie quotidienne de nombreux Bangladais et perçue comme une autorité morale dans le pays, cette jeune alliance est en bonne position pour engager des discussions sur le mariage forcé d'enfants avec les communautés locales et les autorités gouvernementales.

¹⁵ BLAST, CARE Bangladesh, Family Planning Association of Bangladesh, ICDDR, Marie Stops Bangladesh, National Girl Child Advocacy Forum, Plan Bangladesh, Population Council, White Ribbon Campaign, World Vision, en Youth Forum Promoting Access to Development.

¹⁶ <http://gender.brac.net/news-a-media/2013-03-11-03-50-20/179-brac-forms-national-alliance-to-eradicate-child-marriage>



Ahjatu, Ghana, a quitté l'école quand elle a découvert qu'elle était enceinte. En Afrique, les jeunes filles sont souvent privées d'éducation. En cause: les tâches ménagères, le manque de moyens financiers, les grossesses précoces et d'autres obstacles qui les maintiennent loin de l'école.

© Photo: Nyani Quarmyne

Un autre levier crucial contre le mariage forcé d'enfants peut être le recours aux autorités régionales et supranationales de pays affectés. Le récent appel à l'action de l'Union africaine, qui a lancé une campagne contre le mariage

d'enfants en mai 2014 (voir encadré 6) est un bon exemple d'une initiative qui mérite plus d'écho parmi d'autres acteurs engagés. En raison du caractère supranational de l'Union africaine, les autorités et les décideurs

nationaux se sentiront sans doute plus à l'aise pour s'engager collectivement sur cette question que seuls, à l'échelle nationale.



Encadré 6: Campagne de l'Union africaine visant à mettre fin au mariage des enfants.

En mai 2014, l'Union africaine a lancé sa toute première campagne visant à éliminer le mariage d'enfants. Organisée en partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP, cette campagne de 2 ans s'efforcera d'accélérer le changement sur le continent en encourageant les gouvernements africains à développer des stratégies de sensibilisation et de lutte contre l'impact néfaste du mariage d'enfants. La commission de l'Union africaine a déjà identifié plusieurs stratégies: soutenir la politique et l'action en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, conscientiser par rapport au mariage d'enfants sur le continent, retirer les barrières et les goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des lois, déterminer l'impact socio-économique du mariage d'enfants, etc. Le développement des capacités des organes politiques de l'Union africaine et des Etats membres de manière à fournir l'assistance technique se trouve au cœur de l'appel à l'action.

Source: Commission de l'Union africaine (2014), Campagne visant à mettre fin au mariage des enfants: appel à l'action. <http://sa.au.int/en/sites/default/files/FINAL%2011%20REVISED%20DOC%20ON%20ENDING%20CHILD%20MARRIAGE%20WITH%20ALL%20INPUTS-%20CLEAN%20COPY.pdf>



Sabita, 16 ans du Nepal, avec son petit garçon de 8 mois. Elle a dû quitter l'école et se marier à 14 ans parce que son père était malade.

➤ 4.3.2. S'attaquer aux pratiques sociales néfastes

Le problème du mariage forcé d'enfants est profondément enraciné dans des pratiques et normes sociales (voir chapitre 1). Le respect de ces normes se perpétue sous l'effet de l'inégalité de genre et se renforce par les défis sociaux et économiques auxquels font face de nombreux ménages et communautés particulièrement touchés par la pauvreté. Le soutien aux processus de changement social – comme l'élimination du mariage forcé d'enfants – exige une compréhension approfondie des facteurs tant psychologiques que structurels qui sous-tendent les normes sociales (Marcus, 2013).

À certaines conditions, des interventions programmatiques permettent de lutter contre des pratiques sociales néfastes. Tout d'abord, dans la plupart des cas, un changement social significatif ne peut pas être obtenu dans le court terme (3-5 ans) des interventions opérationnelles soutenues par des bailleurs extérieurs. Les théories de changement des interventions externes doivent accepter cette réalité et modifier en conséquence leurs stratégies ainsi que leurs systèmes de suivi et d'évaluation. Par exemple, il est particulièrement important de travailler avec des acteurs locaux (autorités, ONG, etc.) qui, en plus de leur capacité à conduire le changement social, sont également capables de le poursuivre au-delà de la durée de l'intervention externe. D'autant que ces processus gagnent en crédibilité et en influence lorsqu'ils ne sont pas associés de trop près à des interventions externes. Par exemple, la mise sur pied de « co-

mités locaux » dans le cadre d'un projet pour faciliter ou organiser les processus de sensibilisation peut affaiblir la réflexion progressive et l'appropriation de la question parce que le comité (même doté d'un leadership fort) sera essentiellement perçu comme l'instrument d'un projet temporaire, ce qui peut saper les fonctions de durabilité et d'influence qu'il est censé remplir. Deuxièmement, il importe de combiner les stratégies qui visent les pratiques sociales néfastes avec celles qui s'attaquent à d'autres facteurs structurels ou socio-économiques du mariage d'enfants (liés à l'éducation, la santé, la pauvreté...). Ces stratégies complémentaires permettront aux familles et communautés d'explorer de nouvelles pistes (par ex. ne pas donner une fille en mariage à un âge précoce), sans courir le risque d'être ostracisées par la communauté ou d'autres familles.

Les dynamiques locales ne sont pas les seules à intervenir. Les acteurs extérieurs et l'environnement au sens large jouent également un rôle: droit, médias, autorités morales... tous forgent les pratiques et normes sociales. Il est impossible – particulièrement dans le cadre d'une intervention isolée et unique – de contrôler, voire d'influencer, tous ces canaux. Certains d'entre eux devront être pris en compte si l'on veut éviter une situation dans laquelle des changements à un niveau micro sont occultés par les processus d'autres niveaux, par exemple en raison d'une couverture médias problématique. L'identification de ces acteurs dans l'environnement au sens large doit faire partie de la conception de toute intervention et être intégrée dans la théorie de changement à laquelle elle se réfère.

4.3.3. Élaborer des approches sectorielles exhaustives et faciliter les interactions transsectorielles

Les interventions sectorielles – santé et éducation entre autres – sont particulièrement pertinentes pour le travail sur le mariage forcé d'enfants, et cela pour plusieurs raisons: elles offrent l'opportunité d'influencer d'autres acteurs que les familles et les communautés, de lutter contre des facteurs structurels du mariage d'enfants et de combiner les approches de prévention et d'atténuation des risques. Dans ce domaine, les secteurs clés sont l'éducation, l'hygiène/santé reproductive, l'emploi et les affaires sociales.

La conception d'interventions à partir de points d'entrée sectoriels exige une approche globale, capable d'être performante, de créer des synergies et de déboucher sur des résultats durables. Par exemple, l'établissement de services sanitaires spécialisés pour prendre en charge les problèmes médicaux provoqués par le mariage forcé d'enfants (fistules, grossesses compliquées, mortalité maternelle et néonatale, etc.) est indispensable pour remédier aux conséquences du mariage d'enfants. Mais les efforts produits à ce niveau auront des effets limités s'ils ne sont pas associés à d'autres types de stratégies, par exemple, si les centres de santé ne peuvent pas être équipés de cette façon. Dans ce cas, travailler sur l'information et les attitudes du personnel de soins de santé (y compris les programmes de formation des infirmières et des médecins), susceptibles d'être confrontés à ces cas, pourrait produire

Encadré 7: S'attaquer aux pratiques sociales néfastes au Yémen

Selon les estimations, pratiquement 50% de toutes les jeunes filles yéménites sont mariées lorsqu'elles atteignent 17 ans. En outre, 14% sont mariées à l'âge de 14 ans et, dans certaines communautés rurales, il n'est pas rare que l'on fiance des fillettes de 9 ans (Al-Shargaby, 2005, Sawalha Freij, 2010). De 2005 à 2008, Oxfam UK a mené un programme appelé « Integrated Action on Poverty and Early Marriage » (Action intégrée contre la pauvreté et le mariage précoce). Ce programme visait à réduire la pratique du mariage d'enfants par l'amélioration des opportunités économiques des femmes au travers de la conscientisation, du micro-crédit et de services de développement d'entreprises (Pedersen et al., 2008). Durant ce programme, une campagne a été organisée au niveau du gouvernorat (régional) pour conscientiser les grands-parents, les parents et les jeunes sur les conséquences du mariage d'enfants. Au niveau national, la campagne visait à promouvoir l'introduction d'un âge légal du mariage. Ces campagnes ont été menées en partenariat avec un réseau de 17 organisations locales (Réseau Shima de lutte contre la violence faite aux femmes). La préparation et la mise en œuvre de cette campagne ont fait l'objet d'une forte opposition, principalement du chef religieux. L'évaluation du programme montre que le changement du terme « âge précoce du mariage » en « âge sûr du mariage » a été un facteur crucial pour améliorer l'acceptation de la campagne, surtout dans les communautés locales. Le recours au terme « sûr » a permis de tenir des discussions sur ce qui devrait être considéré comme un âge « sans risque » pour se marier, plutôt que de partir d'emblée dans la perspective négative que les filles ont été mariées trop jeunes.

Lamana, 17 ans Cameroun, a été forcée de se marier à l'âge de 15 ans. Elle était fréquemment battue par son mari et s'est finalement enfuie de la maison conjugale pour retourner chez ses parents après un épisode particulièrement violent. Lamana a été aidée par une organisation locale soutenue par Plan et est finalement retournée à l'école.



© Photo: Plan / Igor Sapina

- des résultats peut-être moins visibles à court terme (dans la perspective d'un bailleur extérieur), mais plus significatifs à plus long terme.

Dans le cas du secteur de l'éducation, Walker (2014) souligne qu'une approche globale impliquerait de travailler simultanément sur la structure du secteur éducatif, la qualité de l'enseignement, le contenu pédagogique des programmes de formation, la conscientisation des enseignants et du personnel des écoles, la sensibilisation aux questions de sexualité, de santé affective et d'égalité entre les genres, d'organisation des écoles et de leurs locaux (hygiène, transport), l'adaptation des règlements intérieurs des écoles, la sécurité, le rapportage, etc. Bien sûr, toutes les interventions n'ont pas la capacité de traiter une palette aussi large de problèmes, mais cela souligne l'importance de ne pas se limiter à un seul domaine ou une seule stratégie sans prendre en compte d'autres facteurs qui agissent sur le bien-être et le futur des jeunes filles.

Dans une perspective programmatique, il est également important de mettre en avant

les approches transsectorielles ou, à tout le moins, l'implication d'acteurs d'autres secteurs. Travailler exclusivement sur un secteur pourrait donner l'impression aux autres acteurs que le mariage forcé d'enfants les concerne moins. En Afrique de l'Ouest, les décideurs politiques et les acteurs du secteur de l'éducation tendent à croire que le mariage d'enfants est davantage un problème de santé parce qu'il est lié aux questions de sexualité et de santé reproductive et que, pour cela, il devrait être financé par les acteurs de la santé publique (Walker, 2014). Pour évidentes que ces recommandations puissent paraître, la mise en œuvre au quotidien des interventions en matière de mariage d'enfants est souvent gênée par ce type de problèmes budgétaires ou institutionnels. Pour cette raison, les opportunités transsectorielles devraient être intégrées dans la conception et les modalités de l'intervention. Cela signifie par exemple que la conception d'une intervention gérée par une agence de développement en partenariat avec le ministère de la santé devrait permettre et prévoir le soutien direct et/ou l'implication d'autres acteurs (affaires sociales, protection

sociale, éducation, transports publics), même si ces derniers dépendent d'autres administrations ou hiérarchies.

Enfin, quels que soient le ou les secteurs, l'accent mis sur le mariage forcé d'enfants devrait également permettre d'inciter les acteurs sectoriels impliqués à procéder à une analyse critique basée sur le genre de leurs propres principes, modes de fonctionnement et politiques afin de mettre en lumière la large contribution que le secteur pourrait faire pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'inégalité basée sur le genre.

4.3.4. Combiner émancipation économique et politiques sociales

La pauvreté et le mariage d'enfants sont profondément liés (voir tableau 1, chapitre 3). Dans pratiquement tous les pays, la plupart des filles mariées avant 18 ans appartiennent à des familles pauvres. Le facteur économique et financier est clairement identifié



comme l'une des sources de perpétuation de cette pratique. Par conséquent, soutenir l'émancipation économique est une stratégie pertinente pour contribuer à l'élimination du mariage forcé d'enfants. Associée à des sensibilisations sur les effets négatifs du mariage d'enfants, elle peut stimuler les comportements de refus de la norme en éliminant les raisons financières du mariage d'enfants. L'émancipation économique peut se faire au travers de diverses stratégies: développement de compétences, diversification des activités, amélioration de l'accès au marché, accès au crédit, etc. Faire bénéficier les familles de tels programmes peut leur donner des incitants pour empêcher ou différer le mariage. En faire bénéficier les filles elles-mêmes peut accroître leur autonomie financière dans le ménage ou leur donner l'opportunité d'échapper au mariage.

Ce soutien peut être donné dans le cadre d'un programme directement focalisé sur le mariage forcé d'enfants ou de programmes portant sur l'émancipation économique des femmes et des communautés. Les deux types

de programmes donnent de bonnes opportunités. Dans chaque cas, l'élaboration des stratégies doit prendre en compte le fait que les familles les plus pauvres et les moins éduquées, pour lesquelles le non-respect de la norme présente d'importants risques sociaux et économiques, sont les plus confrontées au mariage précoce. Le bien-être et l'émancipation des filles menant une activité économique devrait également être au centre des interventions programmatiques. Toutefois, les conséquences négatives potentielles pour les filles menant une activité économique doivent être examinées par l'intervention programmatique pour qu'elles puissent être prévenues ou atténuées. Comme l'indique Greene (2014, p. 12), les filles impliquées dans une activité économique courent le risque d'avoir une « seconde journée », à savoir devoir travailler pour gagner sa vie et devoir encore effectuer tous les travaux domestiques. En outre, les interventions doivent intégrer et contrôler le risque accru de voir des filles qui travaillent exposées à la violence (violence domestique, violence sur le lieu de travail, etc.).

Même bien conçues, les interventions programmatiques qui visent le champ économique ne peuvent être envisagées sans politiques publiques économiques et sociales correspondantes, notamment dans le domaine de l'emploi, des petites et moyennes entreprises, des soins de santé et de l'éducation. À long terme, ces politiques seront les outils de lutte contre les facteurs de discrimination, d'inégalité et de vulnérabilité qui expliquent la persistance du mariage forcé d'enfants. Entre autres, dans le contexte actuel, la valeur ajoutée des politiques de protection sociale devrait être prise en considération. Premièrement, depuis environ une décennie, les régimes de protection sociale ont fait l'objet de réformes dans de nombreux pays et présentent de ce fait de nouvelles fenêtres d'opportunités pour l'inclusion d'autres thèmes. Deuxièmement, l'orientation spécifique des politiques de protection sociale vers la prévention et l'atténuation des risques liés au cycle de vie par des mécanismes sociaux et économiques les rend particulièrement pertinents pour contrer les risques auxquels sont confrontées les filles destinées à se marier jeunes.

Les mariages d'enfants et les grossesses précoces sont des problèmes importants au Bangladesh. Rajbanu a donné naissance à son premier enfant quand elle avait à peine 14 ans. A 21 ans, elle est déjà maman de 4 filles. « C'est un travail difficile mais ce sont mes enfants. Je dois me lever à 6h et travailler toute la journée jusqu'à minuit. Je n'ai pas le choix. Si je n'avais pas dû me marier, j'aurais pu faire des études. Maintenant j'ai tellement de travail chez moi que je ne peux pas quitter la maison. Je ne sors pas parce que je ne peux pas. »



© Photo: Plan / Bernice Wong

➤ 4.3.5 Adapter les approches pour les régions fragiles/en conflit

L'exemple des réactions internationales aux questions de genre en RDC montre que, par rapport aux autres questions liées au genre, le mariage forcé d'enfants est au bas de la liste des priorités. Le défi consiste à connecter les efforts accomplis contre la violence basée sur le genre liée au conflit à la lutte contre le mariage forcé d'enfants, considéré comme un phénomène permanent affectant les femmes. Ce lien est d'autant plus important que mener la lutte contre la violence liée au genre dans la seule perspective du conflit peut détourner l'attention des racines plus structurelles de cette violence. Souvent, la violence liée au genre est combattue de manière plus forte lorsqu'elle prend place dans le contexte d'un conflit et est perpétrée par des « ennemis » extérieurs que lorsqu'elle s'inscrit dans la vie quotidienne ordinaire; elle doit donc être prise en compte de manière urgente. En même temps, le risque existe que les interventions négligent les effets amplificateurs que peuvent avoir un conflit ou l'extrême

pauvreté sur les formes permanentes d'inégalité de genre, telles que le mariage forcé d'enfants.

La littérature montre en effet que les situations d'insécurité, de pauvreté aiguë et de catastrophe aggravent à la fois le risque et les conséquences du mariage forcé d'enfants (en tant que mécanisme de protection ou stratégie de survie, IPPF, 2013). Particulièrement, les lacunes des systèmes de santé, d'éducation et protection juridique laissent les filles sans soutien adéquat. Les connaissances dont nous disposons quant aux stratégies de lutte et d'atténuation des conséquences du mariage forcé d'enfants dans ces environnements complexes et sensibles restent limitées. Dans un rapport récent sur la situation des filles dans des Etats fragiles, World Vision (2013) recommande d'intégrer la prévention du mariage forcé d'enfants dans les interventions d'urgence et humanitaires. Le rapport suggère que « la mise en commun des réponses humanitaires et des initiatives de développement qui cherchent à lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles dans

des contextes de crise contribuera à garantir que, dans des situations de stress important, les familles disposeront d'autres moyens de protéger leurs enfants que de les marier jeunes ».

4.3.6. Suivi et évaluation des changements liés au mariage forcé d'enfants

Très peu d'interventions programmatiques ont fait l'objet d'une évaluation systématique (Malhotra et al., 2013). Quant aux approches qui abordent le mariage forcé d'enfants plus indirectement, par l'éducation ou l'amélioration des moyens de subsistance, elles ne mesurent souvent pas l'impact qu'elles ont sur le mariage d'enfants dans leurs résultats (Walker, 2013). Comme Greene l'a fait remarquer (2014), le suivi et l'évaluation des mariages d'enfants font face à plusieurs défis. Par exemple, la durée réduite des interventions permet difficilement de savoir si les jeunes filles restent non mariées jusqu'à 18 ans. Il est également difficile de déterminer dans quelle mesure le report de leur

mariage a eu un impact sur leurs vies. En outre, Greene (2014, p. 12) note que « les traditions et les pratiques associées aux mariages d'enfants dans un contexte particulier peuvent intensifier ou réduire l'impact de la pratique dans ce contexte. Ceci ramène à la question de la possibilité de dissocier ou délier d'autres pratiques liées au mariage d'enfants, comme l'abandon de l'école ou la grossesse précoce, pour réduire leur impact sur les vies des filles. » Ces défis appellent un effort accru dans la proposition de modalités novatrices d'organisation du suivi et de l'évaluation.

En théorie, trois niveaux de suivi des résultats pourraient, au moins, être pris en considération (Delia, 2013):

- Niveau démographique: changements liés à la morbidité/mortalité maternelle, violence faite aux femmes et aux filles, scolarisation des filles et égalité entre les genres.
- Normes sociétales: pourcentage de femmes de 20 à 24 ans mariées pour la première fois avant 18 ans.
- Changement comportemental dans un environnement favorable: les filles et les jeunes femmes sont valorisées; les filles et les jeunes femmes ont la capacité de choisir; évolution de la position des parties prenantes aux niveaux communautaire et gouvernemental; accès au travail rémunéré; aptitude à décider; accès aux ressources; choix du partenaire et moment du mariage).

Il se peut que les changements durables aux niveaux démographique et sociétal ne soient pas observables dans la durée limitée d'un programme. Les indicateurs liés au mariage d'enfants en tant que variables de remplacement (proxies) (par ex. morbidité maternelle, niveau d'éducation) ou qu'indicateur spécifique pour le mariage d'enfants (âge au premier mariage) devraient être entièrement intégrés dans les études démographiques et sanitaires, et étroitement suivis par les autorités nationales responsables.

L'évolution des pratiques et normes sociales liées au mariage d'enfants peut être suivie à court comme à moyen terme. Toutefois, Lee-Rife, Malhotra et al. (2012, p. 300) soulignent que les résultats à court terme ne doivent pas être surinterprétés puisqu'il n'est pas clairement établi que le changement individuel se traduit automatiquement par une modification de la norme à long terme. Ces auteurs suggèrent « qu'en raison de cet écart possible entre attitudes et normes et leur implication dans le changement de comportement durable, [...] les programmes devraient rassembler des données plus complètes sur le fonctionnement de ces normes dans les communautés ciblées et sur l'influence potentielle des programmes sur ces dernières. » Pour les programmes qui adoptent une approche sectorielle (par ex. l'éducation, les soins de santé) les changements comportementaux (enregistrement des naissances, pourcentage de filles achevant l'enseignement primaire ou secondaire, réintégration de filles mariées,

etc.) observés aux niveaux individuel et communautaire peuvent servir de valeurs de remplacement pour l'évolution de la question du mariage d'enfants.

Plus globalement, le suivi des changements comportementaux peut être guidé par des méthodes innovantes comme Most Significant Change (Davis et Darts, 2004), Collective Impact (Kania & Kramer, 2001, suggérée par Lee-Rife, Malhotra et al., 2012) ou la Cartographie des Incidences (Earl et al., 2001). Ces méthodes sont particulièrement pertinentes pour observer des signes et des pistes de changement en termes de prise de décision (y compris les politiques), pratiques, relations entre acteurs, etc. Certaines de ces méthodes (par ex. cartographie des incidences) conviennent également pour le suivi d'institutions, d'organisations ou de groupes d'acteurs (par ex. chefs religieux) dont la position et les décisions en matière de mariage forcé d'enfants peuvent contribuer à de profonds changements sociaux.

Comme mentionné au point 4.3.4. sur l'émancipation économique, les systèmes de suivi et d'évaluation des interventions devraient également prendre en compte les effets négatifs potentiels que des changements sociaux ou de nouvelles opportunités pourraient avoir pour les filles elles-mêmes et pour les familles: exclusion sociale, conflits, stigmatisation et exposition accrue à la violence.

Encadré 8: Une application mobile pour aider à rapporter la violence faite aux enfants

Au Kenya, Plan a soutenu le développement d'une application mobile permettant de rapporter la violence contre les enfants dans le comté de Kilifi. Avec 48% de mariages forcés d'enfants, le comté de Kilifi possède la prévalence la plus élevée de mariages d'enfants au Kenya.

Depuis avril 2014, les Children Officers bénévoles de Plan rapportent les cas d'enfants abusés dans leur famille ou dans la communauté, l'information passant par l'appli VuruguMapper de leur téléphone mobile. Le message est envoyé à la police, aux services de la jeunesse et aux hôpitaux, chargés de vérifier la plainte en organisant le suivi avec le lanceur d'alerte.

D'avril à juin 2014, sur les 69 cas de violence envers enfants rapportés, 68% concernaient des filles et 32% des garçons. Dans 56,6% des cas rapportés, il s'agissait de négligence, dans 23% d'abus sexuel et dans 14%, de grossesse précoce.

En juin 2014, Plan Kenya a annoncé vouloir poursuivre le travail avec le gouvernement kenyan pour soutenir l'usage des technologies de communication à des fins de développement.

Source: <http://plan-international.org/where-we-work/africa/kenya/about-plan/news/mobile-app-enhances-reporting-of-child-abuse-cases>



Au Ghana, une jeune fille participe à une réunion de village sur l'importance de l'éducation des filles.

5. Aide belge et mariage forcé d'enfants : au-delà du statu quo

Il a été démontré dans les sections précédentes que le mariage forcé d'enfants n'est pas un phénomène marginal dans au moins 7 des 18 pays partenaires de la Belgique. Il s'agit d'une pratique sociétale répandue, aux fortes implications pour le développement. Au-delà de son impact dévastateur sur les jeunes mariées, elle a également des conséquences étendues pour les familles, les communautés et l'ensemble de la société.

Les connaissances quant aux modalités d'action contre cette pratique profondément enracinée restent limitées, mais le chapitre 4 met en exergue un ensemble prometteur d'approches qui ont prouvé leur efficacité dans le passé. Pour autant que les programmes soient soigneusement conçus et mis en œuvre, pour l'essentiel, par les gouvernements locaux et des acteurs de la société civile, un rôle peut être dévolu aux agences de développement extérieures, par exemple celui de facilitateur dans la promotion des droits des filles.

Ce chapitre s'ouvre sur le constat que la communauté internationale des bailleurs de fonds répond de manière grandissante, mais encore de manière hésitante, à cette crise. Il se sert ensuite de premières informations issues d'un récent travail d'évaluation pour cartographier l'aide bilatérale de la Belgique dans la lutte contre les inégalités de genre, mais observe un engagement limité sur la question du mariage forcé d'enfants. Dans un effort visant à clarifier cette situation, le chapitre identifie un certain nombre d'obstacles structurels et d'opportunités au sein du système belge d'aide au développement en vue d'un engagement plus ferme sur cette question. Ces obstacles et opportunités seront à la base d'un ensemble de recommandations pour les décideurs politiques belges ainsi que pour d'autres acteurs de premier plan de la scène belge du développement (en particulier les ONG et les universitaires). Certaines de ces recommandations pourraient être facilement mises en œuvre; d'autres exigent une réflexion hors des sentiers battus et un engagement plus fort mais avec, potentiellement, un retour substantiel.

5.1. Le mariage d'enfants s'invite à l'agenda international

Dans sa revue historique globale de l'apparition du mariage forcé d'enfants dans les mécanismes et les instruments onusiens, Plan International (2013) observe à la fois une augmentation substantielle des références et un glissement vers une terminologie plus opérante.

On voit clairement comment ce thème gagne progressivement de l'importance dans les traités, conventions, déclarations, résolutions et rapports des Nations Unies. Autre indicateur, le nombre d'événements de haut niveau consacrés au mariage d'enfants est en hausse, notamment la Journée Internationale de la Fille (2012), le Panel des Nations Unies sur la prévention et l'élimination des mariages précoces et des mariages forcés d'enfants durant la 26^e session du Conseil des Droits de l'Homme (juin 2014), et l'événement international, à l'invitation du gouvernement britannique en juillet 2014, sur la lutte contre les mutilations génitales féminines et le mariage forcé d'enfants.

Pour ce qui est de l'approche internationale de la question, l'étude de Plan International (2013) montre que le mariage forcé d'enfants, jusqu'ici perçu comme ayant des effets collatéraux problématiques sur d'autres domaines de développement (santé, croissance économique...), est désormais considéré comme un thème central. Par conséquent, il y a mainte-

nant consensus sur le fait qu'il doit être envisagé dans une perspective de droits, qu'il requiert des efforts concertés et que, pour cela, il doit être placé plus haut à l'agenda international. Un glissement parallèle est constaté au niveau de la terminologie, où « mariage forcé d'enfants » se voit remplacé par « mariage d'enfants ». Le terme « mariage précoce » présente le problème qu'il laisse beaucoup de place à une interprétation relative de l'âge minimum en fonction des différentes pratiques culturelles et religieuses. Au contraire, le terme « enfant » est clairement défini en droit international comme toute personne de moins de 18 ans. Il permet également d'agir contre les violations faites aux jeunes filles.

Alors qu'à l'international, la dynamique s'accélère au niveau politique, l'activité réelle sur le terrain reste limitée (voir chapitres 3 et 4). Il existe également de grands écarts entre les différents pays à prévalence élevée pour ce qui est de l'appui international dont ils bénéficient sur cette question. La RD Congo, par exemple, semble échapper à de nombreux efforts internationaux. Enfin, le nombre de bailleurs bilatéraux qui montrent un intérêt croissant pour le sujet reste relativement limité, avec quelques exceptions notables, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et les Pays-Bas.

Pour conclure, on constate à juste titre, que tant que l'attention internationale grandissante pour le mariage forcé d'enfants ne se traduira pas par des efforts accrus sur le terrain, la situation restera problématique dans de nombreux pays.



5.2. Question inaperçue dans l'aide belge au développement

En tant que sujet de la coopération belge au développement, mis à part quelques références mineures dans des notes sectorielles sur l'éducation et l'agriculture, le mariage forcé d'enfants apparaît essentiellement dans les politiques liées au genre. Cette section commence par explorer les performances de la Belgique sur l'intégration de la thématique du genre à ce jour et, ensuite, étudie de plus près les activités en matière de mariage forcé d'enfants.

Genre

Dans leur récent document de travail¹⁷, Holvoet et Inberg (2014) font le tour des efforts d'intégration de la question du genre dans la coopération belge au développement pour la période 2002-2012. Ce document reprend des données détaillées sur les politiques et les dynamiques institutionnelles liées à l'intégration du genre dans le régime d'aide belge et montre un écart notable entre les politiques et leur mise en œuvre. L'étude comporte l'analyse du marqueur G(enre)¹⁸ codant les 17.575 interventions qui ont bénéficié de l'aide publique au développement belge de 2002 à 2012, ainsi que des interviews semi-structurées, un sondage électronique et une étude documentaire.

Les auteures reconnaissent le fait que la Belgique s'est engagée au niveau politique sur les questions de genre, par exemple en intégrant le genre dans les lois de 1999 et 2013 sur la coopération au développement. De même, des efforts ont été entrepris pour développer la capacité institutionnelle sur l'intégration du genre au sein du ministère traitant de la coopération au développement (DGD) et de l'agence bilatérale de mise en œuvre, l'agence belge de développement (CTB). Les deux organisations possèdent une cellule genre, et le genre a été intégré dans les notes de politique de différents secteurs, tels que l'agriculture, la santé et l'éducation. Le genre devrait systématiquement figurer dans le dialogue politique autour des nouveaux programmes de pays

(Programmes Indicatifs de Coopération, PIC). Au niveau opérationnel, les procédures de la CTB exigent que les projets et les programmes soient évalués sur leur dimension de genre lors des phases d'identification et de formulation. L'attention pour le genre fait l'objet d'un certain suivi dans les nouveaux programmes via le système de codage par marqueur G et l'outil de scan budgétaire pour le genre. Plus récemment, la CTB a fourni des efforts supplémentaires pour intégrer le genre dans les évaluations et planifie de renforcer l'intégration du genre dans le contexte de son nouveau système de suivi et d'évaluation (MoRe Results).

En dépit de tous ces efforts, les auteures n'observent que des progrès limités dans l'intégration du genre. Elles identifient un problème d'« évaporation politique » désignant ainsi l'écart actuel entre les politiques et les instruments qui y sont liés, d'une part, et les progrès réels au niveau opérationnel, d'autre part. Ce constat semble partagé par le personnel de terrain et des sièges de la DGD et de la CTB, mais aussi par le personnel des ONG, les universitaires et d'autres parties prenantes¹⁹. En plus du manque de moyens humains et organisationnels et du manque de temps, le personnel de la CTB et de la DGD manque d'outils pratiques pour l'intégration du genre et, particulièrement, de guidance sur l'utilisation de ces outils. À cela s'ajoute le fait que les cellules genre, de taille réduite, ne parviennent pas toujours à répondre aux besoins du terrain et qu'il subsiste un certain flou sur leurs rôles et responsabilités. La capacité est encore freinée par le fait que les cellules genre de la DGD comme de la CTB ont récemment été repositionnées plus bas dans la hiérarchie. Les répondants se sont également plaints que la coopération avec les deux cellules (DGD et BTC) était par trop ad hoc. Enfin, il y a trop peu d'incitants pour que le genre soit pris au sérieux à tous les niveaux de la DGD et de la CTB. Les procédures actuelles ne contiennent pas de hard incentives, qui responsabiliseraient les cadres et le personnel de terrain sur cette question. Dans la perception générale du personnel, les soft incentives, tels que le partage des bonnes pratiques, ont été mises en place mais insuffisamment.

En conséquence, la pratique actuelle d'intégration du genre semble se concentrer exclusi-

vement sur les activités en faveur des femmes (l'ancienne approche « femme et développement »), alors qu'il existe un consensus international autour du besoin d'une approche « genre et développement » (Gender and Development – GAD). Centrée sur les relations entre genres, cette dernière inclut les hommes dans l'équation. L'approche GAD « met en lumière l'importance de la construction socio-culturelle du genre, qui détermine les besoins, droits, obligations et opportunités des hommes et des femmes... (Elle) part de l'idée que les interventions dans toutes les thématiques et à tous les niveaux (global, macro, méso et micro) sont influencées par des composantes sociales existantes (comme le genre) dans les sociétés » (Holvoet et al., 2014, p.6). Le cadre d'analyse se traduit en termes opérationnels par ce que l'on appelle souvent « l'approche à deux volets »: une approche d'intégration du genre, d'une part, et des programmes spécifiques au genre, d'autre part. Le premier volet implique l'intégration systématique du genre dans l'analyse et la formulation de toutes les politiques, programmes et projets. Le deuxième volet comprend des interventions spécifiquement axées sur le genre, qui s'efforcent de modifier les structures sous-jacentes du genre dans les domaines fortement régulés par les normes de genre. Observant que l'aide belge sur le terrain ne progresse pas vraiment dans le sens de l'idée du GAD et de l'approche à deux volets, les auteures concluent que des indications existent néanmoins et pointent « un flux plus fondamental dans la théorie sous-jacente de l'intégration du genre » (Holvoet et al. 2014, p. 35) dans le système belge de l'aide au développement. La théorie du changement pour l'intégration du genre est fondée sur certaines hypothèses qui semblent infondées. Par exemple, la simple existence de politiques et d'outils, parallèlement à la légèreté des cellules genre, soutenue par certaines activités de formation s'avère insuffisante pour réellement changer la pratique sur le terrain.

D'importantes opportunités de renverser cette situation, selon les auteures, sont inscrites dans la nouvelle loi sur la coopération au développement (2013), qui a réduit les thématiques transversales de quatre (genre, environnement, économie sociale et droits de l'enfant) à deux (genre et environnement), ce qui augmente les chances que les deux thèmes restants soient traités plus systématiquement. De la même manière, la nouvelle loi (2007) dite de « mainstreaming » du genre au sein du ministère des affaires étrangères a récemment mené à la mise sur pied d'une « task force d'intégration du genre », dotée de son propre budget et de ses propres structures. Ceci pourrait donner une nouvelle impulsion aux programmes liés au genre.

17 Ce document de travail marque le lancement d'une évaluation complète et permanente des activités d'intégration du genre dans les différents canaux de la coopération belge au développement, entreprise par South Research et IOB (Université d'Anvers, Belgique).

18 Le marqueur Genre a été mis au point par le CAD de l'OCDE pour faciliter le suivi des activités des membres du CAD sur l'égalité de genre. Il code les interventions en trois valeurs (G-2, G-1, G-0) selon que l'égalité de genre est un objectif principal, un objectif connexe ou pas un objectif du tout. Malgré ses nombreuses limitations, le système permet une analyse (superficielle) des budgets affectés au genre.

19 Un sondage (n=100) réalisé parmi les personnels de la DGD, de la CTB, des ONG, des universitaires et d'autres parties prenantes montre que seuls 31% estiment que les questions de genre sont suffisamment prises en compte dans la mise en œuvre des projets et programmes. Cette tendance se retrouve également dans les interviews.



Rani avec son mari, sa belle-mère et son beau-père (portant l'enfant de Rani dans ses bras), Bangladesh. Rani a été mariée à l'âge de 11 ans. Sa carte d'identité avait été falsifiée pour faire croire qu'elle en avait 18.

© Photo: Plan / Bernice Wong

Mariage forcé d'enfants

D'une certaine manière, le constat établi quant à la manière selon laquelle l'aide belge traite la question du genre de façon générale trouve une confirmation dans le mariage forcé d'enfants, à la différence que le nombre de politiques et de stratégies spécifiques est encore plus limité. Toutefois, ici aussi, il n'existe pas d'approche à double volet et les stratégies semblent se focaliser davantage sur les filles que sur les normes sociales sous-jacentes aux niveaux familial et communautaire.

Le chapitre 1 a présenté une synthèse des lois et politiques faisant référence au mariage précoce et/ou forcé. Alors que la question

figure dans des documents clés de politique et dans certaines notes sectorielles de la DGD (voir encadré 9), elle est le plus souvent mentionnée comme un facteur contextuel mais sans mise en avant d'objectifs et stratégies détaillés pour résoudre le problème. Les programmes qui visent à donner accès à l'enseignement primaire ou secondaire aux filles ou à les y maintenir sont (implicitement) censés contribuer à la lutte contre le mariage forcé d'enfants. De la même manière, les programmes qui améliorent les revenus des familles pauvres s'efforcent d'empêcher le mariage forcé d'enfants pour des raisons économiques. Il n'existe aucun programme spécialisé doté d'une logique d'intervention clairement articulée sur cette question, aucune

cible spécifique et aucun système de suivi ou d'évaluation pour mesurer les progrès réalisés en matière de mariage forcé d'enfants.

Du côté des ONG belges, la situation est, dans une grande mesure, similaire. Elles implémentent des projets et des programmes qui traitent directement ou indirectement la situation des filles ou la thématique du genre dans les pays partenaires à prévalence élevée de mariages d'enfants. Alors que certaines... Alors que certaines ONG belges (Le Monde Selon Les Femmes, Plan Belgique) ont travaillé ou prévoient de travailler de manière plus explicite sur ce sujet, il existe peu de programmes spécialisés et la plupart des interventions partent de l'hypothèse similaire relative aux effets indirects de programmes



Encadré 9: Le mariage forcé d'enfants dans les notes stratégiques de la politique belge de développement

Au niveau belge, seuls trois documents de politique stratégique font explicitement référence au mariage forcé d'enfants: « Égalité entre hommes et femmes » (2002), « Sexualité et santé reproductive » (2007) et « Droits de l'enfant » (2009). En termes de moyens d'action, le document de politique sur les droits de l'enfant mentionne que la Belgique doit encourager les pays partenaires « à organiser, en plus d'une législation adéquate et de la lutte contre l'immunité contre les poursuites, des campagnes de sensibilisation parmi les enfants, les familles et les communautés sur les risques sanitaires de mariages et de grossesses avant l'âge, sur les pratiques néfastes (traditionnelles ou non) comme les mutilations génitales féminines, l'exploitation sexuelle et la violence. Le document de politique sur la santé sexuelle et reproductive mentionne que la Belgique s'assurera également que les « filles soient informées et averties des dangers et des conséquences du mariage et de la grossesse à un âge avant 18 ans et que des campagnes de sensibilisation sur le sujet soient organisées dans les communautés » (pp. 16-17).



Fadimata n'avait que 14 ans quand elle s'est mariée. A cause des conflits au Mali, elle vit aujourd'hui dans un camp de réfugiés au Burkina Faso avec son mari et son enfant. Cette situation est particulièrement difficile à vivre pour une jeune maman.

- ciblant les filles (formation aux compétences de la vie courante, accès à l'éducation, développement communautaire, etc.). Ces effets indirects pourraient effectivement dériver de ces interventions, mais ils ne sont pas détectés puisque les systèmes de suivi et d'évaluation ne couvrent pas les indicateurs ou les valeurs de remplacement (proxies) liés au mariage forcé d'enfants. En outre, pour assurer que ces interventions mènent à reporter l'âge du mariage ou à protéger les filles d'un mariage avant 18 ans, les projets devraient, dès leur conception, cibler les filles particulièrement vulnérables au mariage forcé d'enfants (zones de vie, niveau de richesse, etc.).

La situation actuelle est sous-optimale à de nombreux égards. Plusieurs pays partenaires présentent une prévalence élevée de mariages précoces, ce qui justifierait l'attention de la communauté internationale des bailleurs de fonds. En particulier, la RD Congo est souvent occultée dans les études et les programmes ciblant le mariage précoce. Les acteurs belges du développement sont également actifs dans des domaines et des secteurs qui sont pertinents pour inclure des composantes relatives au mariage forcé d'enfants. Le chapitre 3 a montré qu'il est possible d'intégrer des composantes relatives au mariage d'enfants de manière plus explicite dans les interventions en cours, mais à nouveau, à la condition qu'elles soient conçues en ayant une bonne

connaissance des dynamiques spécifiques du mariage forcé d'enfants dans la région/le pays et en analysant la contribution spécifique que les acteurs impliqués dans les interventions en cours pourraient apporter à la question.

En outre, s'il est vrai que les instituts de recherche et les agences techniques de développement ne possèdent qu'une connaissance limitée du sujet spécifique du mariage forcé d'enfants, certains ont une réputation internationale dans des domaines très pertinents pour la lutte contre le mariage d'enfants. Par exemple, les travaux sur la santé sexuelle et reproductive à l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers ou à l'International Center of Reproductive Health de Gand sont très pertinents par rapport à cette question. De la même manière, les expertises d'instituts ou d'ONG telles que Le Monde Selon les Femmes ou le Réseau Mariage et Migration sont également très complémentaires et en phase avec la problématique.

Il peut être conclu que le mariage forcé d'enfants reste dans l'angle mort de la coopération belge au développement. De nombreuses opportunités ont été manquées pour intégrer plus explicitement les composantes de cette question dans les projets et programmes existants, et dans le travail politique au niveau international.

5.3. L'aide belge et le mariage forcé d'enfants: appeler au changement

Cette section suggère un certain nombre d'options et de scénarios pouvant conduire à un engagement fort et pertinent de la coopération belge sur la question du mariage forcé d'enfants dans les pays partenaires de la Belgique et dans les forums internationaux. Les recommandations s'appuient sur la configuration, les limitations et les opportunités actuelles du système belge d'aide au développement. Certaines recommandations pourraient être perçues comme de rendement immédiat et n'exiger que peu d'efforts tout en ayant le potentiel de contribuer à l'élimination du mariage forcé d'enfants. D'autres recommandations présentent un agenda plus ambitieux, dans lequel la Belgique joue le rôle de promoteur pour des types particuliers d'interventions et/ou de zones géographiques spécifiques.

Après une introduction sous forme de recommandation générale à la communauté belge du développement, le rapport suggère des recommandations ciblées pour différents types d'acteurs belges et différents niveaux de prise de décision.

5.3.1 Recommandation générale

Recommandation 1: Renforcer les connaissances sur la question

La coopération belge au développement opère dans des pays ayant une prévalence élevée de mariages d'enfants, mais les canaux bilatéraux et les ONG ne sont que peu conscients de la question. Par ailleurs, il n'y a que peu d'expertise, dans les sièges comme sur le terrain. Le personnel des cellules thématiques de la DGD, de la CTB et des ONG a tendance à être expert dans des domaines traditionnels comme la santé et l'agriculture. En termes de mariage forcé d'enfants, la capacité actuelle est pratiquement inexistante. Cela signifie également que la complexité et la sensibilité du travail sur le mariage forcé d'enfants est susceptible d'en détourner les attachés de la DGD et d'autres personnels de terrain, puisqu'ils ne peuvent bénéficier d'une expertise maison. En outre, le sujet ne fait pas partie des interactions de haut niveau entre la Belgique et les pays partenaires. Le personnel de la DGD et de la CTB indique que les décideurs politiques locaux ne mettent pas ce sujet à l'ordre du jour du dialogue politique commun et, pour cette raison, il n'est pas intégré dans les nouveaux programmes de coopération (PIC: voir aussi 4.3.6).

Parallèlement, la pratique du mariage d'enfants affecte d'autres domaines de travail de la coopération belge au développement, tels que l'éducation, les soins de santé ou le développement rural. Le mariage forcé d'enfants a un impact permanent sur de grands groupes de filles ainsi que sur leurs familles et communautés. Point important, il existe des indications que cette pratique ne disparaît pas automatiquement avec la réduction de la pauvreté.

Une première étape consiste à élargir la base de connaissances de la communauté belge du développement et d'autres parties prenantes sur cette question. Ceci pourrait passer par des activités de sensibilisation et de formation à différents niveaux pour un ensemble de praticiens et de décideurs politiques dans les domaines concernés: en première instance santé, agriculture et éducation. Idéalement, il s'agit de définir un ensemble sur mesure de stratégies de sensibilisation et de soutien susceptible d'aider ces acteurs à intégrer ces questions dans des programmes et des régions spécifiques. Plus que des sessions de formation isolées, on pourrait opter pour un ensemble alternatif de solutions originales. Par exemple, si le ministère est sérieux dans sa politique d'intégration du genre et du mariage forcé d'enfants, l'aide au financement de certains programmes ou zones géographiques pourrait dépendre de la capacité des propositions à réellement prendre en compte les questions de mariage forcé d'enfants. Cet incitant « hard » pourrait s'accompagner d'autres, plus « soft ». Le ministère (ou les faitières d'ONG) pourrait soutenir la capacité des agences de développement dans ce domaine, en organisant un système de soutien sur mesure. Plutôt que d'organiser des sessions de formation génériques pour de grands groupes, il devrait être possible de recourir à des stratégies professionnelles plus pointues, comme le coaching et le conseil sur le lieu de travail. Ce support spécialisé pourrait être réalisé par la mise sur pied d'une équipe de consultants internationaux, capables de fournir des services ad hoc, par exemple en aidant les organisations à intégrer des composants du mariage forcé d'enfants dans leurs interventions dans le secteur de la santé, ou en proposant des indicateurs pertinents en matière de mariage forcé d'enfants ou encore, en élaborant des pratiques multisectorielles appropriées. Bien sûr, une telle approche exigera un financement, mais des études sur les processus de développement de capacité montrent que le soutien personnalisé, presté sur le lieu de travail, est plus efficace que les ateliers de formation traditionnels lorsqu'il s'agit d'élargir la base de connaissances des organisations.

« En Afrique sub-saharienne, presque 2 jeunes femmes sur 5 (37%) entre 20 et 24 ans ont été mariées avant leur 18e anniversaire. Le Niger a la prévalence de mariages d'enfants la plus importante en Afrique sub-saharienne (75%). »

(FNUAP, 2012)

> 5.3.2. Au niveau diplomatique

Recommandation 2: Intégrer le mariage forcé d'enfants dans les discussions à haut niveau sur les Programmes Indicatifs de Coopération

Dans aucun des programmes en cours dans les pays partenaires²⁰ ayant une prévalence élevée, le mariage forcé d'enfants ne fait partie des priorités politiques. Toutefois, l'étude a relevé plusieurs arguments pour que la question soit prise plus au sérieux.

Comme évoqué plus haut (voir encadré 9), le document stratégique « Respect des droits des enfants » suggérait que la Belgique encourage ses pays partenaires à lutter contre le mariage forcé d'enfants, particulièrement dans la perspective des soins de santé. La résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sur le mariage précoce et forcé des enfants (2013) fournit également un cadre pour que des initiatives belges puissent engager des discussions bilatérales avec les pays partenaires sur cette question. Les choses bougent également dans les pays partenaires, ce qui crée une nouvelle opportunité de soulever la question dans les dialogues politiques. C'est ainsi qu'au chapitre 3, nous avons noté que des pays comme le Niger prennent des positions publiques sur le mariage forcé d'enfants dans des forums internationaux. La RD Congo, pour sa part, a renforcé une partie de sa législation sur cette question. Alors que l'on pourrait estimer la question du mariage forcé d'enfants fort sensible pour des discussions de niveau diplomatique, les positions ou engagements publics évoqués ci-dessus ouvrent une fenêtre d'opportunités pour les activités diplomatiques belges. Ce pourrait être le point de départ d'un dialogue pour intégrer cette dimension dans les négociations sur les programmes indicatifs de coopération.

20 Niger (2009-2011), Mali (2010-2013), Mozambique (2009-2012), Ouganda (2012-2016), Tanzanie (2010-2013), Bénin (2008-2011)

Recommandation 3: Mettre le mariage forcé d'enfants à l'Agenda post-2015

Les discussions actuelles sur l'Agenda post-2015 offrent d'importantes opportunités pour traduire le nouvel élan autour du mariage forcé d'enfants en un agenda partagé de développement. La Belgique peut jouer un rôle de facilitateur à cet égard.

Le Groupe de Travail Ouvert de l'Assemblée Générale des Nations Unies²¹ a pris des mesures en ce sens en proposant d'inclure le mariage forcé d'enfants comme l'une des questions principales à mettre à l'Agenda post-2015. Présenté en mai 2014, son document de travail proposait l'inclusion d'un objectif spécifique d'élimination du mariage forcé d'enfants d'ici 2030, dans le cadre du domaine d'intervention 5 sur le genre et l'émancipation féminine²². Toutefois, en juin 2014, la version zéro de leur rapport élargissait cet objectif jusqu'à « éliminer toutes les pratiques néfastes, y compris le mariage forcé d'enfants et les mutilations génitales féminines ». La date de 2030 disparaissait également²³.

La fin de 2014 et le début de 2015 sera une période déterminante pour les discussions sur l'Agenda post-2015. Durant ces discussions, la diplomatie belge pourrait soutenir l'intégration d'objectifs et d'indicateurs spécifiques liés au mariage forcé d'enfants ainsi qu'à des facteurs dont nous connaissons l'importance (éducation des filles, extrême pauvreté) dans la solution du problème.

21 Le Groupe de Travail Ouvert (GTO) de l'Assemblée Générale a été institué en janvier 2013 et chargé de préparer une proposition sur les ODD. Le Groupe de Travail Ouvert se compose de 70 États membres des 5 groupes régionaux des Nations Unies (<http://www.girlsnotbrides.org/ending-child-early-forced-marriage-post-2015-development-agenda-open-working-group-sustainable-development-goals/>).

22 <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/3686Workingdoc.pdf>

23 <http://www.girlsnotbrides.org/ending-child-early-forced-marriage-post-2015-development-agenda-open-working-group-sustainable-development-goals/>.

« En Afrique sub-saharienne, on estime que 70 millions de jeunes filles courent le risque d'être mariées dans les deux prochaines décennies (2030). »

(FNUAP, 2012)



Fatmata, jeune représentante de Plan Sierra Leone, prend la parole à la conférence de Plan International sur les Mariages précoces et forcés, New-York, USA.



Des jeunes filles participent à une réunion du projet Kishori Prerna Manch (KPM) au Rajasthan, Inde. Cette initiative permet aux jeunes filles de poursuivre l'éducation entamée aux camps éducatifs résidentiels de Balika Shivar, en acquérant des compétences d'autonomie et en créant des groupes d'entraide.

5.3.3. Au niveau politique

Recommandation 4: Revivifier les stratégies belges sur le genre par le cas du mariage forcé d'enfants

Ces dernières années, la Belgique a lancé un éventail de politiques et de stratégies sur l'intégration du genre. Elle a élaboré des structures de soutien et a investi dans des outils et instruments cartographiques. Parallèlement, les spécialistes se montrent critiques quant à la mesure dans laquelle la Belgique est parvenue à transformer son approche mainstreaming du genre de manière à contribuer substantiellement à l'égalité de genre.

Plutôt que l'élaboration de nouveaux outils génériques et de directives larges, ce qui paraît manquer est une expertise pratique pour intégrer le genre dans des sujets et des secteurs donnés. Cette expertise peut être acquise progressivement en travaillant sur – et en documentant – des exemples spécifiques d'interventions ou d'approches réussies d'intégration du genre et en donnant aux acteurs belges la capacité d'agir dans ce processus (voir aussi la recommandation 1).

Le mariage forcé d'enfants pourrait être l'un de ces sous-thèmes autour desquels des acteurs belges construiraient une base de connaissances. Travailler sur le mariage forcé d'enfants est une entreprise complexe, mais très pertinente et dotée d'un grand potentiel en termes de développement. Au travers d'investissements ciblés, la Belgique pourrait acquérir de l'expertise dans ce domaine, développer et documenter une série d'études de cas à visée pédagogique, ainsi qu'amorcer des recherches pour étudier des aspects spécifiques des facteurs du mariage forcé d'enfants. En plus d'explorer les opportunités manquées en matière de mariage forcé d'enfants dans les programmes en cours et nouveaux, ceci pourrait revivifier et relancer le travail entamé sur les questions de genre.

Le renforcement des stratégies de genre implique également la révision du régime d'incitants en vue de faire monter la question de l'intégration du genre plus haut dans l'agenda de la DGD, de la CTB et des ONG. La nouvelle étude analytique des activités d'intégration du genre de la coopération belge au développement (Holvoet & Inberg, 2014) conclut que les incitants – « hard » et « soft » confondus – manquent pour que l'égalité de genre puisse s'enraciner dans les pratiques de la communauté de l'aide. Les incitants « hard » consistent par exemple en objectifs clairs et en mesures de redevabilité (accountability) correspondantes de manière à rendre les décideurs politiques et les praticiens plus responsables de leurs choix dans leurs programmes de lutte contre l'inégalité de genre. Les incitants « soft » consistent à mettre en place les espaces et les pratiques pour un échange de connaissances accru entre praticiens et autres acteurs dans ce domaine. Le mariage forcé d'enfants pourrait utilement servir de champ d'essai pour mettre à l'épreuve du terrain un ensemble plus systématique d'incitants « hard » et « soft » à différents niveaux du système d'aide. L'inspiration peut être puisée dans les politiques d'intégration du genre et les stratégies de plusieurs instances internationales. Un exemple en est le nouveau marqueur du genre et de l'âge adopté par l'Union européenne pour les matières humanitaires. Cette politique implique que le financement est progressivement orienté vers des programmes qui adoptent une approche transformative de l'intégration du genre par rapport à ceux qui se contentent de satisfaire aux exigences de base. Dans ce cadre, les programmes considérés comme aveugles à la dimension genre ne seront plus financés. Cet incitant coercitif pourrait faire une réelle différence dans le système d'aide belge. Il exigerait la mise en place au sein de la DGD belge d'une capacité interne à développer un ensemble robuste de procédures et d'outils de soutien pour évaluer et suivre les performances des associations actives dans ce domaine.

« Nous ne pouvons pas sous-estimer ou négliger la pratique néfaste du mariage d'enfants. Elle a des effets dévastateurs et à long terme sur la santé des jeunes filles et peut, dans le pire des cas, entraîner la mort suite à des accouchements difficiles et d'autres complications. »

(Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine – Addis Ababa, mai 2014)

Recommandation 5: Faire du mariage forcé d'enfants une préoccupation transversale dans certains pays partenaires de la Belgique

Plusieurs priorités de la coopération belge au développement (droits des enfants, protection sociale, travail décent) offrent des opportunités pertinentes pour concevoir et mettre en œuvre des interventions liées au mariage forcé d'enfants dans les pays partenaires, particulièrement dans une perspective de prévention. Il serait également utile de prendre en compte cette question dans les analyses de contexte que les ONG belges seront prochainement amenées à élaborer de manière conjointes.

Droits de l'enfant

La nouvelle loi (2013) sur la coopération au développement a réaffirmé l'engagement de la Belgique en faveur des droits de l'enfant. Il s'agit d'un des thèmes prioritaires (art. 11; § 1) au travers de sa position pour les droits humains. Le mariage forcé d'enfants figurait déjà en 2002 dans le document stratégique belge sur les droits de l'enfant, mais dans une perspective sectorielle (santé) relativement limitée, et sans considération des nombreuses autres options que les secteurs d'intervention belges prioritaires pouvaient offrir pour renforcer l'inclusion des droits de l'enfant en général et du mariage forcé d'enfants en particulier. Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, les approches sectorielles peuvent être d'autant plus pertinentes pour faire face au mariage forcé d'enfants, d'autant que le problème est mû par de multiples facteurs.

Un point de départ dans la mise en œuvre de cette priorité serait de revisiter le document stratégique sur les Droits de l'Enfant de manière à placer la question du mariage forcé d'enfants dans une perspective plus globale.

Protection sociale et travail décent

Via l'ensemble de ses canaux (multilatéraux, gouvernementaux et non gouvernementaux), la coopération belge au développement soutient les efforts des acteurs de la société civile et des pays partenaires dans le domaine de la protection sociale (particulièrement en matière d'accès aux soins de santé) et du travail décent (y compris le dialogue social, les droits des travailleurs et la création d'emplois). Les acteurs belges du développement ont également accumulé une grande expertise dans ces domaines. La nouvelle loi sur la coopération au développement réaffirme et formalise son engagement ancien et constant par rapport aux questions liées au travail décent et à la protection sociale.

L'élimination durable du mariage forcé d'enfants va au-delà de projets offrant, par exemple, des opportunités économiques ou des filets de sécurité pour des ménages pauvres. À long terme, éviter que des ménages ne décident de donner leur fille en mariage dépendra des politiques de nature à garantir leurs droits à des mécanismes efficaces de protection sociale. Dans cette perspective, les engagements de la Belgique en faveur de l'instauration de régimes universels de protection sociale constituent un bon point d'entrée pour engager les discussions avec les pays partenaires sur la contribution structurelle que ces mécanismes pourraient apporter à l'élimination du mariage forcé d'enfants.

Dans le cadre de la priorité « travail décent », le volet de la création d'emplois offre également des opportunités de lutte contre ce qui s'avère être l'un des défis majeurs des prochaines décennies: l'emploi des jeunes dans les pays en développement. La Belgique est également active dans ce domaine, par exemple au travers du soutien au programme d'emploi des jeunes dans la région du Katanga (RDC) (2012-2015, projet PAEJK mis en œuvre par l'Organisation Internationale du Travail). Cette thématique prioritaire donne de grandes opportunités au gouvernement belge pour explorer en quoi les politiques et programmes de soutien dans ce domaine pourraient contribuer à s'opposer aux facteurs qui conduisent au mariage forcé d'enfants.

>



› 5.3.4. Au niveau opérationnel

Recommandation 6: Élaborer des programmes de lutte contre le mariage forcé d'enfants

Au niveau opérationnel, une première recommandation à garder à l'esprit est que la lutte contre le mariage forcé d'enfants exige une logique d'intervention claire (théories de changement), quelles que soient les approches choisies (horizontales, verticales, lobby ou sensibilisation). Ces théories de changement devraient démontrer dans quelles mesures et modalités l'intervention contribuera aux changements qui affectent les facteurs du mariage forcé d'enfants.

L'examen de la littérature met également en exergue une série de conditions nécessaires pour assurer la pertinence et les perspectives d'une réelle contribution sur cette question. Dans une perspective programmatique, l'expérience montre qu'il est parfois difficile de garantir que ces conditions soient respectées en raison des limitations existantes dans la conception (manque d'analyse en profondeur) et dans les modalités de mise en œuvre. Toutefois, ceci ne signifie pas que le travail sur le mariage forcé d'enfants est nécessairement plus compliqué ou plus coûteux en ressources que d'autres questions. Il signifie seulement que l'élaboration des interventions d'appui doit essentiellement se centrer sur les besoins et les exigences du problème plutôt que de se fonder sur les contraintes des modalités actuelles de l'aide. Une meilleure conception des programmes est susceptible de mener à de meilleurs résultats, et plus durables.

La lutte contre le mariage forcé d'enfants dans le cadre d'une intervention programmatique doit évidemment se traduire en outils de mise en œuvre tels que cadre logique, budget et planification, systèmes de suivi et évaluation.



Recommandation 7: Poser les fondations d'une réelle approche multi-secteurs et multi-acteurs

Le chapitre 3 a montré que certains des modes d'intervention les plus prometteurs pour le travail sur le mariage d'enfants sont à l'interface entre secteurs: santé et éducation ou éducation et emploi. Idéalement, cette orientation se combine avec des stratégies ciblant différents acteurs et niveaux, de la famille/communauté aux décideurs politiques. Ceci représente un défi majeur pour la communauté du développement parce qu'il existe une tendance à travailler en silos sectoriels, avec quelques organisations à peine actives sur plus d'un ou deux secteurs.

La Belgique pourrait faciliter l'échange entre experts dans ces secteurs et piloter certaines interventions pour graduellement étendre la base de connaissances. Un exemple pratique est donné ci-dessous.

Ces dernières années, des réseaux d'experts ont été créés en Belgique dans les secteurs de la santé comme de l'éducation. Le réseau Because Health associe une large palette d'experts et de praticiens travaillant sur différents aspects des soins de santé internationaux. C'est une communauté vivante au large champ d'action. Les acteurs à l'œuvre dans les secteurs de l'éducation et de la formation dans les pays en développement ont une plate-forme similaire: EDUCAID. La question du mariage forcé d'enfants pourrait être un sujet très intéressant pour jeter des ponts entre les deux groupes d'acteurs. Si ces réseaux pouvaient être réunis autour des défis que représente le mariage forcé d'enfants et avoir le financement requis pour des projets pilotes novateurs, ce pourrait être le point de départ d'une interaction structurelle entre les secteurs. Des activités similaires pourraient être lancées entre réseaux d'autres secteurs.

Alors qu'il pourrait être tentant pour la DGD de demander aux ONG belges d'ajouter ce sujet à leur portefeuille, le chapitre 3 constate que le mariage d'enfants ne peut pas être uniquement combattu par les actions de la société civile. Il exige des réactions à différents niveaux et initiées par différents types d'acteurs. Ce domaine est plus propice que d'autres à ce que des synergies se réalisent entre canaux bilatéraux et autres acteurs. Cela pourrait conduire à une coopération entre acteurs locaux et belges.

>

Regina, 15 ans, Sierra Leone, a été forcée de quitter l'école quand son frère a refusé de payer ses frais d'examens parce qu'elle avait refusé de se marier. Bien qu'elle soit à présent de retour à l'école, elle craint toujours d'être contrainte au mariage.



© Photo: Plan



Recommandation 8: Utiliser les connaissances les plus pointues sur les normes sociales pour réaliser un changement durable

Changer les normes et les comportements sociaux en matière de mariage forcé d'enfants est l'exemple type de ce que la littérature décrit comme une pratique humaine interdépendante, impliquant un comportement à forte prescription sociale. Le choix posé par un acteur dépend de celui d'un autre, dont le choix dépend, en retour, de celui du premier. Dans un grand groupe, cela implique que le choix de chacun dépend du choix de tous (Mackie et al., 2013). Les gens pourraient modifier leurs pratiques, mais ils savent que s'ils sont les seuls à différer le mariage de leur fille, ils pourraient perdre leur position dans la communauté et couvrir leur famille de honte. Ils pourraient aussi craindre que, considérée comme « vieille », leur fille ne devienne impossible à marier. Ce constat a d'importantes implications pour les programmes qui cherchent à initier un changement dans ce domaine. Les études montrent qu'au moins trois types de changement doivent avoir lieu (Mackie et al., 2013, p.7):

- Changement d'attitude individuel: les gens prêts au changement sont en nombre suffisant, et
- Changement commun: ceux qui sont prêts au changement savent qu'il y a suffisamment d'autres personnes qui le sont aussi, et
- Coordination: ils changent ensemble.

Les programmes actuels ont tendance à se fonder sur des hypothèses irréalistes quant aux résultats d'activités de formation sur le changement de comportement de familles et de communautés. La connaissance des dynamiques évoquées plus haut peut mener à des approches qui prennent en compte la complexité du changement de normes sociales profondément enracinées.

« Il faut en finir avec les mariages d'enfants. Les filles qui deviennent épouses trop jeunes sont forcées d'avoir des enfants alors qu'elles sont elles-mêmes toujours des enfants. »

(Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine –
Conférence Internationale sur la Planification Familiale - Addis Ababa, Novembre 2013)

Recommandation 9: Répondre au mariage forcé d'enfants en RD Congo

Ce rapport conclut que la RD Congo est souvent absente dans les études et les programmes qui luttent contre le mariage forcé d'enfants. La plupart des activités sur la dimension genre menées en RD Congo ciblent la violence faite aux femmes en conséquence des tactiques brutales contre les femmes par des groupes armés dans l'Est du Congo. Pourtant, le mariage d'enfants est une réalité répandue dans toute la RDC et ses effets sont aussi dévastateurs que les viols dans la région du Kivu. On notera avec intérêt qu'il existe déjà une législation nationale pertinente sur cette question, une composante essentielle pour obtenir le soutien des décideurs politiques et du grand public. Toutefois, il existe tout d'abord une lacune dans les connaissances sur le mariage d'enfants en RD Congo en termes de données de base, mais aussi de facteurs sous-jacents, tendances et solutions possibles au problème. Deuxièmement, il y a lieu de développer des réponses adéquates, qui tiennent compte de la fragilité du pays: la faible capacité de l'État à différents niveaux, la relation complexe avec les pays limitrophes, etc.

En tant qu'important bailleur de fonds en RD Congo, à l'œuvre dans les domaines pertinents tels que l'éducation, l'agriculture et la santé, la Belgique pourrait envisager de mener un plaidoyer fort pour mettre à l'agenda la question du mariage d'enfants en RD Congo.

>



L'un des quatre sultans du Niger, Afrique de l'Ouest



Recommandation 10: Introduire le mariage forcé d'enfants dans le partenariat avec le Niger

Dans un pays où 3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans, les raisons de contribuer à l'élimination de cette pratique néfaste sont innombrables. La Belgique pourrait y contribuer de plusieurs manières.

Il est choquant de constater qu'il n'existe aucune étude approfondie sur le mariage d'enfants au Niger, alors qu'il s'agit du pays qui présente la prévalence la plus élevée au monde. Pourtant, de telles études sont indispensables pour améliorer la compréhension sur les raisons et les manières dont – en fonction des régions et des groupes de population – cette pratique a atteint une telle amplitude et se perpétue toujours. En facilitant la réalisation de telles études, la coopération belge au développement ne contribuerait pas seulement à sa propre connaissance, mais avant tout à celle de parties prenantes nationales (y compris des ONG) qui, souvent, réagissent à la question en fonction de connaissances personnelles, cas particuliers ou stéréotypes (particulièrement par rapport à des groupes nomades marginalisés) plutôt que sur base de données avérées. Le processus de réalisation et de diffusion de telles études pourrait offrir l'opportunité de créer des espaces d'échange publics sur la thématique, mais aussi de fournir des informations et des connaissances qui jetteraient un regard neuf sur la question.

Comme décrit plus haut, si les changements proposés dans les lois et les politiques relatives aux mariages d'enfants font l'objet d'une forte opposition, particulièrement des chefs religieux, il semble toutefois que la question ait pris dans le débat public (y compris la commission des affaires sociales du parlement) plus d'espace que jamais auparavant. Les acteurs de la société civile multiplient leurs efforts de sensibilisation et de plaidoyer, encouragés en cela par les campagnes internationales – et à présent africaines – sur cette question. Le soutien des actuels efforts de plaidoyer associé à une réflexion sur des approches plus stratégiques à cet égard (impliquant des acteurs influents au-delà du cercle classique des associations droits humains ou de femmes actives sur cette problématique) pourrait particulièrement contribuer à créer de fortes alliances et la création d'espaces de discussion ouverts sur cette question.

Une troisième voie pourrait être explorée dans l'intégration de la dimension mariage forcé d'enfants dans les secteurs d'intervention permanents de la Belgique, comme le développement rural et les soins de santé dans une double perspective de prévention et d'atténuation. Par exemple, la stratégie en cours visant à renforcer la formation du personnel en soins de santé pourrait offrir des opportunités d'améliorer la qualité des services proposés aux filles dans les centres médicaux lorsqu'elles sont confrontées aux problèmes psychologiques et physiques liés au mariage d'enfants. Ces formations pourraient également sensibiliser davantage au rôle que le personnel des soins de santé devrait jouer dans la chaîne d'acteurs susceptibles de contribuer à protéger les filles ou à prévenir les cas de mariage forcé d'enfants.

Dans un même ordre d'idées, l'appui institutionnel fourni par la CTB au ministère en charge de la population, des femmes et de la protection de l'enfance offre un très bon point d'entrée non seulement pour améliorer la capacité de ce ministère à influencer le débat, mais aussi pour l'aider à prendre plus explicitement en charge cette question dans ses propres stratégies actuelles et à venir (par ex. la stratégie sur la violence liée au genre à élaborer fin 2014).

« En tant que leaders traditionnels [coutumiers], nous faisons autorité sur le déroulement des coutumes dans les communautés. C'est un rôle qui a un impact sur le développement local, sur l'éducation et la santé. Et à mes yeux, la question de l'éducation des filles est primordiale.

J'ai 88 ans. Depuis que j'ai suivi une formation médicale, j'ai compris qu'une fille mariée à 11 ou 12 ans – comme l'autorise notre tradition – n'est pas prête physiquement pour cela. Une grossesse à cet âge se termine souvent par une intervention chirurgicale ou des problèmes de fistule. Il est donc vital que je parle de cette question avec les villageois. Que je les informe des conséquences pour leurs filles. Les jeunes filles mariées sont marquées à vie, physiquement et psychologiquement. C'est une perte terrible pour elles, mais aussi pour le développement de toute la communauté.

Dès que quelqu'un a vent d'un mariage d'enfants, nous [les leaders] en sommes immédiatement avertis. Au niveau local, mes chefs de villages et mes chefs coutumiers tentent d'arrêter ces mariages et, s'ils ne parviennent pas à convaincre la famille, ils m'en informent. Je convoque alors les parents et toutes les parties concernées pour les dissuader. La dissuasion, la prise de conscience et l'explication sont au cœur de notre action.

J'ai toujours dit que Plan Niger faisait un travail remarquable dans la région de Dosso. Plan et les leaders traditionnels travaillent de façon complémentaire. Nous essayons tous de former (éduquer) les villageois. Vous m'offrez un soutien que j'accueille les bras grand ouverts. »

(Le Sultan de Dosso, l'un des quatre sultans du Niger, le plus haut grade chez les leaders traditionnels dans le pays, explique pourquoi il soutient Plan dans sa lutte contre les mariages précoces.)

Recommandations à la communauté belge du développement

Recommandation générale

- **Recommandation 1:** Renforcer les connaissances sur la question

Au niveau diplomatique

- **Recommandation 2:** Intégrer le mariage forcé d'enfants dans les discussions à haut niveau sur les Programmes Indicatifs de Coopération
- **Recommandation 3:** Mettre le mariage forcé d'enfants à l'Agenda post-2015

Au niveau politique

- **Recommandation 4:** Revivifier les stratégies belges sur le genre par le cas du mariage forcé d'enfants
- **Recommandation 5:** Faire du mariage forcé d'enfants une préoccupation transversale dans certains pays partenaires de la Belgique

Au niveau opérationnel

- **Recommandation 6:** Élaborer des programmes de lutte contre le mariage forcé d'enfants
- **Recommandation 7:** Poser les fondations d'une réelle approche multi-secteurs et multi-acteurs
- **Recommandation 8:** Utiliser les connaissances les plus pointues sur les normes sociales pour réaliser un changement durable
- **Recommandation 9:** Répondre au mariage forcé d'enfants en RD Congo
- **Recommandation 10:** Introduire le mariage forcé d'enfants dans le partenariat avec le Niger



Les parents de Mina (Inde) voulaient qu'elle se marie à 13 ans. Heureusement, elle a rejoint un groupe de défense des droits de l'enfant qui a réussi à convaincre ses parents de ne pas la forcer à se marier. Depuis que Mina a échappé au mariage, elle poursuit sa scolarité, ce qu'elle n'aurait sans doute pas pu faire si elle avait été mariée et forcée de fonder une famille à 13 ans.

Bibliographie

- Africa Child Policy Forum (2013), *The African Report of Child Wellbeing - 2013, Towards a Greater Accountability to Africa's Children*, Africa Child Policy Forum, Addis Ababa
- African Union (2013), *Campaign to End Child Marriage in Africa: Call to Action*, December 2013, African Union, Addis Ababa
- Al Shargaby (2005), *Early Marriage in Yemen: A Baseline Study to Combat Early Marriage in Hadramout and Hudaiedah Governorates*, Gender Development Research and Studies Centre, Sana'a University
- Amin S. (2011), *Programs to address child marriage: framing the problem; promoting healthy, safe, and productive transitions to adulthood*, Brief no. 14 Updated January 2011, Population Council, New York
- Davis R. & Darts J. (2005), *The Most Significant Change technique: A guide to its use* (<http://www.mande.co.uk/docs/MSCGuide.pdf>)
- Davis, A., Postles, C. & Rosa, G., (2013), *A girl's right to say no to marriage: Working to end child marriage and keep girls in school*, Plan International
- Earl S., Carden F., Smutylo T. (2001), *Outcome Mapping: Building learning and reflection into development programs*, IDRC, Ottawa
- Ekine A., Somati M., Walker J-A. (2013), *Improving Learning Opportunities and Outcomes for Girls in Africa*, Working Paper from the 2013 Echidna Global Scholars, Center for Universal Education at Brookings, Washington.
- Equality Now (2014), *Protecting the Girl Child: Using the law to end child, early and forced marriage and related human Rights Violations*, Equality Now, New York
- Erulkar A. & Muthengi E. (2007), *Evaluation Of Berhane Hewan A Pilot Program To Promote Education & Delay Marriage in Rural Ethiopia*, Ministry of Youth, Sport a Culture (Federal Democratic Republic of Ethiopia), UNFPA, Population Council
- Erulkar A. & Muthengi E. (2009), "Evaluation of Berhane Hewan: A Program to Delay Child Marriage in Rural Ethiopia", *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, 35(1): 6–14
- Free the Slaves (2013), *Wives in Slavery: Forced Marriage in the Congo*, Free the Slaves, Washington
- Greene M. (2014), *Ending Child Marriage in a Generation: What Research is Needed?*, Ford Foundation & GreeneWorks, New York
- Heise, L. (2013), *Social Norms. Introduction*, Presentation at the Expert workshop on empowering adolescent girls, 26/4/2013, London
- Holvoet N. and Inberg L. (2014), *Belgian Development Cooperation through a Gender Lens (2002-2012)*, Working Paper/2014.03, Institute of Development Policy and Management, Antwerp, 41 p.
- INS-Niger & UNICEF (2008), *Analyse de la situation des femmes et enfants au Niger*, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Niamey
- INS-Niger & UNICEF (2014), *Analyse de la situation des femmes et des enfants au Niger selon une approche basée sur l'équité et les droits humains*, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Niamey
- IPPF (2007), *Ending Child Marriage: A guide for Global Policy Action*, International Planned Parenthood Federation and Forum on Marriage and the Rights of Women and Girls, London
- IPS (Ousseini I.) (2011), *Pas de Code pour la famille pour le Niger*, Avril 2011, Inter Press Service News Agency
- Jensen R. & Thorton R. (2003), "Early Female Marriage in the Developing World", *Gender and Development*, Vol. 11, No. 2, Marriage (Jul. 2003): 9-19
- Kania, J. & Kramer M. (2011), "Collective impact", *Stanford Social Innovation Review* Winter
- Le Sahel (2012), "Le mariage des enfants: sonnons l'alarme au Niger", *Sahel Dimanche*, 19 October 2012, Niamey
- Lee-Rife S., Malhotra A., Warner, A. and Glinski, AM. (2012), "What Works to Prevent Child Marriage: A Review of the Evidence", *Studies in Family Planning*, 42(4): 287-303
- Mackie G, Moneti F. Denny E. & Shakya H. (2012), *What are Social Norms? How are they measured?*, Working Paper, UNICEF/UCSD Center on Global Justice Project Cooperation Agreement.
- Mackie G. & LeJeune J. (2009), *Social Dynamics of Abandonment of Harmful Practices: a New Look at The Theory*, Special Series on Social Norms and Harmful Practice; IWP-2009-06, Innocenti Working Paper, Florence
- Malhotra A., Warner A., McGonagle A., Lee-Rife S. (2011), *Solutions to End Child Marriage: What the Evidence Shows*, International Center for Research on Women, Washington
- Marcus R., (2014), *Gender justice and social norms –processes of change for adolescent girls: Towards a conceptual framework 2*, January 2014, ODI Report, London
- Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant (2012), *Les orientations du Plan Stratégique 2012-2015*, Document de synthèse, République du Niger, Niamey
- Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant (2009), *Stratégie Nationale de lutte contre les violence basées sur le Genre*, République Démocratique du Congo, Kinshasa
- Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfance/UNFPA (2013), *Ampleur des violences sexuelles en RDC et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012*, Ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant/UNFPA, Kinshasa
- Mukherjee S. (2009), "Using the Legislative Assembly for Social Reform: the Sarda Act of 1929", *South Asia Research*, November 2006 26: 219-233



- Nguyen M. & Wodon Q. (2012), "Measuring child marriage", *Economics Bulletin*, 32: 1 (398-411)
- Nguyen M. & Wodon Q. (2012), *Global Trends in Child Marriage*, World Bank, Washington
- OECD (2012), *Fragile States: Resource Flows and Trends in a Shifting World*, DAC International Network on Conflict and Fragility, OECD, Paris
- Oxfam (2006), *Etudes sur la violence faite aux femmes en Afrique de l'Ouest*, Oxfam Québec, Montréal
- Oxfam GB (2014), *Safe Age of Marriage and Women's Economic Empowerment Project Effectiveness Review Full Technical Report*, Oxfam GB, Women's Empowerment Outcome Indicator, Oxfam GB, Oxford
- Pande R., Kurz K., Walia S., Mac Quarrie K. & Jain S. (2006), *Improving Reproductive Health of Married and Unmarried Youth in India, Evidence of Effectiveness and Costs from Community Based Interventions: Final Report of the Adolescent Health Program in India*, ICRW, Washington
- Pedersen K., Othman Mukred A.W. & Mashhour Qaid E. (2008), *Evaluation of Integrated Action on Poverty and Early Marriage: Programme in Yemen*, Oxfam GB Programme Evaluation, Oxford
- Plan Asia Regional Office (2013), *Asia Child Marriage Initiative: Summary of Research in Bangladesh, India and Nepal*, ICRW/Plan Asia Regional Office, Bangkok
- Plan Asia Regional Office (2013), *Guidance Note on Programming to End Child Marriage*, Synthesis of the Presentations and Discussions of the seminar "Effective Programme Development to Delay Child Marriage: Pathways to Stop Child Marriage in Asia, 2-4 May 2013, Plan Asia Regional Office, Bangkok
- Plan International (2013), *Submission to the Report of the UN Office of the High Commissioner for Human Rights on Preventing and Eliminating Child, Early and Forced Marriage*, Plan International, Geneva
- Plan Liaison Offices to the United Nations (2013), *The International Legal Frameworks of Child and Forced Marriage Child and Forced Marriage at the United Nations*, Plan Liaison Offices to the United Nations, New York
- Plan WARO (2012), *Because I am a Girl 2012 - Research: Overall report. Girls' retention and performance in primary and secondary education: makers and breakers*, Plan WARO, Dakar
- Salman R. (2014), *Iraq's draft child marriage law seen as political stunt - and sign of times*, Reuters (17 April 2014)
- Sawalha Freij L. (2010), *Safe Age of Marriage in Yemen: Fostering Change in Social Norms, A case Study*, USAID/Pathfinder International
- Special Rapporteur on contemporary forms of slavery (2012), *Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and consequences - Thematic report on servile marriage*, Human Rights Council, 21st Session, Agenda item 3 Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development, 10 July 2012, General Assembly of the United Nations, New York
- Turner C. (2013), *Out of the Shadows: Child Marriage and Slavery*, Anti-Slavery International, London
- UNFPA (2012), *Marrying Too Young: End Child Marriage*, UNFPA, New York
- UNFPA (2013), *Motherhood in Childhood: Facing the challenge of adolescent pregnancies*, UNFPA State of the World Population, New York
- UNGEI (2013), *Annual Report 2012, United Nations Girls' Education Initiative*
- UNICEF (2001), *Early Marriage, Child Spouses*, Innocenti Digest, n°7, UNICEF, Florence
- UNICEF (2011), *State of the World's Children 2011: Realizing the Rights of Adolescents*, UNICEF, New York
- UNICEF (2013), *State of the World's Children: Children with Disabilities*, UNICEF, New York
- UNICEF/European Union (2010), *The Dynamics of social change: towards the abandonment of female genital mutilation/cutting in five African countries*, UNICEF, Innocenti Research Centre, Florence
- USAID (2012), *Ending Child Marriage & Meeting the Needs of Married Children: the USAID Vision for Action*, US Agency for International Development, AID, October 2012, Washington
- Walker J-A. (2013), *Mapping Early Marriage in West Africa: A Scan of Trends, Interventions, What Works, Best Practices and the Way Forward*, Ford Foundation West Africa Office
- Walker J-A. (2013b), "Early Marriage in Africa: Trends, Harmful Effects and Interventions", *African Journal of Reproductive Health June 2012 (Special Edition)*; 16(2): 231
- Walker J-A. (2014), "Why Ending Child Marriage Needs to be an Education Goal in West Africa", in Ekine A., Somati M., Walker J-A., (2013), *Improving Learning Opportunities and Outcomes for Girls in Africa*, Working Paper from the 2013 Echidna Global Scholars, Center for Universal Education at Brookings, Washington
- Watson C. (2013), *Adolescent girls and gender justice: understanding key capabilities domains across a variety of socio-cultural settings: Lessons learned and emerging issues from year 1*, ODI Report, December 2013
- Wind-Cowie M., Cheetham Ph., Gregory Th. (2012), *Ending Forced Marriage*, Demos, London
- Women Living Under Muslim Laws (2013), *Child, Early and Forced Marriage: A Multi-Country Study - A Submission to the UN Office of the High Commissioner on Human Rights (OCHCR)*, Women Living Under Muslim Laws, Dakar, Lahore & London.



Plan Belgique asbl
Galerie Ravenstein 3 B 5
1000 Bruxelles – Belgique

T +32 (0)2 504 60 12
F +32 (0)2 504 60 59
anthony.vanoverschelde@planbelgique.be

www.planbelgique.be

www.twitter.com/planbelgique
www.facebook.com/planfans

Depuis 1983, l'ONG Plan Belgique, membre de la Coalition internationale Plan, agit avec et pour les enfants les plus vulnérables du Sud et leur communauté afin de lutter contre la pauvreté, l'injustice et les inégalités. Dans 50 pays parmi les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, nous leur donnons la chance de faire valoir leurs droits et de changer leur avenir. En Belgique, nous sensibilisons le grand public, récoltons des fonds et mettons les droits de l'enfant au cœur de l'agenda des écoles, des médias et des politiques.

© 2014 HIVA-KU Leuven

Rien de cette publication ne peut être reproduit et/ou rendu public par impression, photocopie, microfilm ou toute autre manière, sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur.

